

Le secteur laitier français face à la mondialisation, la volatilité des prix et la fin des quotas

Atouts, faiblesses et défis à relever

Vincent CHATELLIER
Directeur du LERECO - INRA Nantes



Québec, 10 avril 2014



Plan

1- Un changement de la PAC pour le secteur laitier

2- La dynamique du marché des produits laitiers (monde, UE, France)

3- La compétitivité des exploitations laitières françaises

Conclusion : atouts, faiblesses et défis à relever

1- Un changement de la PAC pour le secteur laitier



Le long chemin des réformes de la PAC

→ **Un processus continu de réformes depuis plus de 20 ans**
(1992, 1999, 2003, 2008, 2015,...)

→ **Pas de « big bang », mais des petits pas successifs**

→ **Une ligne directrice à toutes ces réformes**

- Un abandon progressif des mesures de régulation (restitutions, stockage, etc.)
- Une baisse des prix garantis (soutien par les prix)
- L'octroi d'aides directes aux agriculteurs (couplées, puis découplées)
- Des exigences environnementales croissantes (conditionnalité, puis verdissement)
- Un programme pluriannuel en faveur du développement rural (cofinancement)
- Une maîtrise des dépenses de la PAC au prorata du PIB de l'UE

La fin des quotas laitiers et le paquet « lait » (1/3)

Le « Paquet Lait » (3-10-2012) vise **à renforcer la position des producteurs de lait dans la chaîne d'approvisionnement** en produits laitiers et à préparer le secteur à être plus compétitif et plus viable.

Il donne aux États membres la possibilité de **rendre obligatoire la conclusion de contrats écrits entre agriculteurs et transformateurs laitiers**, et permet aux agriculteurs, moyennant certaines limites, de négocier collectivement les clauses contractuelles.

Il fixe en outre de **nouvelles règles pour les organisations interprofessionnelles**, afin de faciliter le dialogue entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Les dispositions vont s'appliquer jusqu'à la mi-2020. La Commission doit préparer **deux rapports sur la mise en œuvre des mesures (2014 et 2018)**.

La fin des quotas laitiers et le paquet « lait » (2/3)

→ Conclusion de contrat entre producteurs de transformateurs

- Les États membres peuvent **rendre obligatoires les contrats écrits entre agriculteurs et transformateurs** et obliger les acheteurs à proposer des durées de contrat minimales.
- Les contrats doivent être conclus avant la livraison et **contenir des éléments tels que** le prix, le volume, la durée, les modalités de paiement et de collecte, ainsi que les règles applicables en cas de force majeure.
- Tous ces éléments doivent être librement négociés entre les parties, et les agriculteurs peuvent refuser une durée minimale de contrat.
- **Il n'y a pas lieu d'établir un contrat si l'agriculteur livre sa production à une coopérative** dont il est membre, à partir du moment où les statuts ou les règles prévues par ces statuts contiennent des dispositions qui produisent des effets similaires à ceux du contrat.

La fin des quotas laitiers et le paquet « lait » (3/3)

→ Possibilité de négocier collectivement les clauses du contrat en passant par des organisations de producteurs

- Les agriculteurs peuvent s'affilier à des organisations de producteurs qui négocient les clauses contractuelles (y compris le prix du lait cru) de manière collective.
- Le volume de lait qu'une organisation de producteurs peut négocier est limité à 3,5% de la production totale de l'UE et à 33% de la production totale de l'État membre concerné.

→ Régulation de l'offre pour les fromages sous AOP/IGP

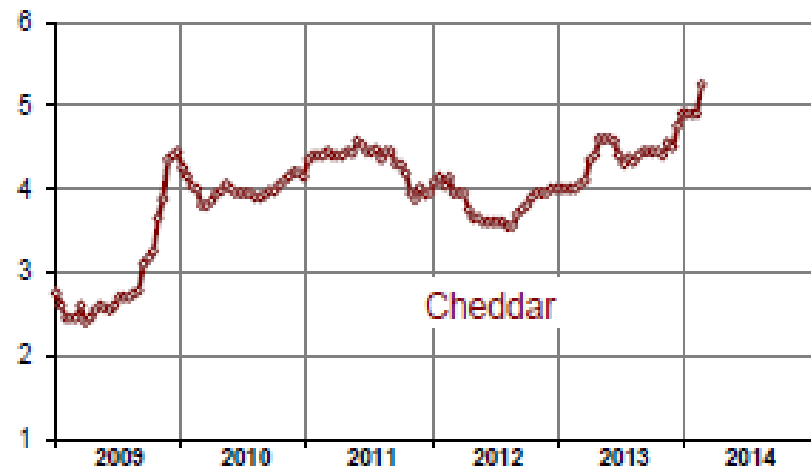
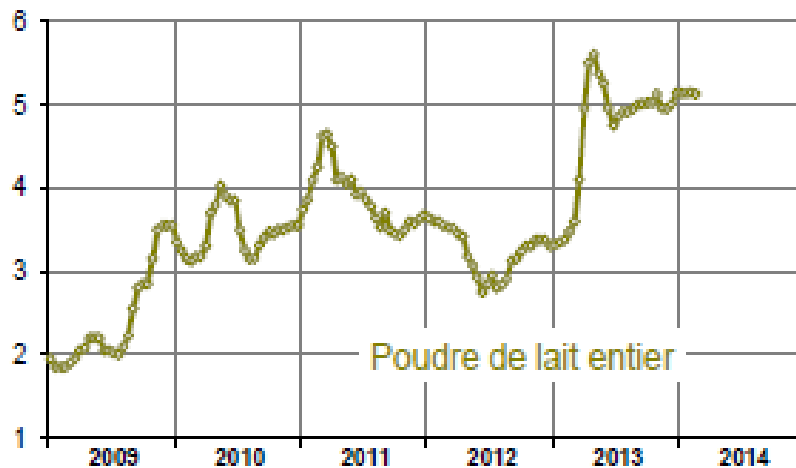
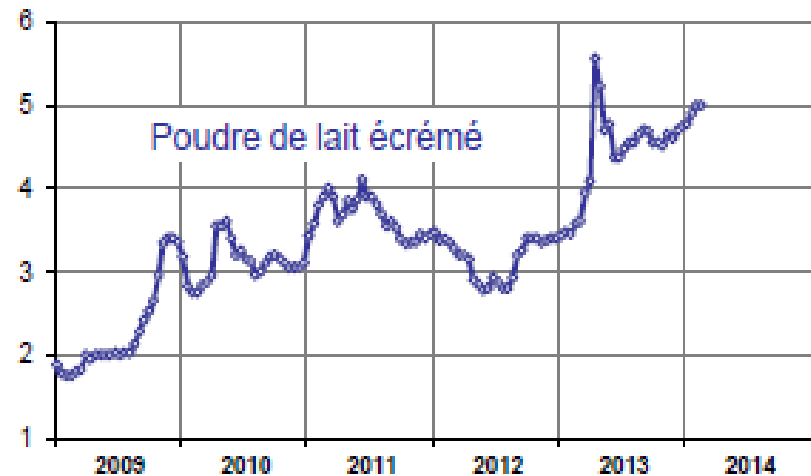
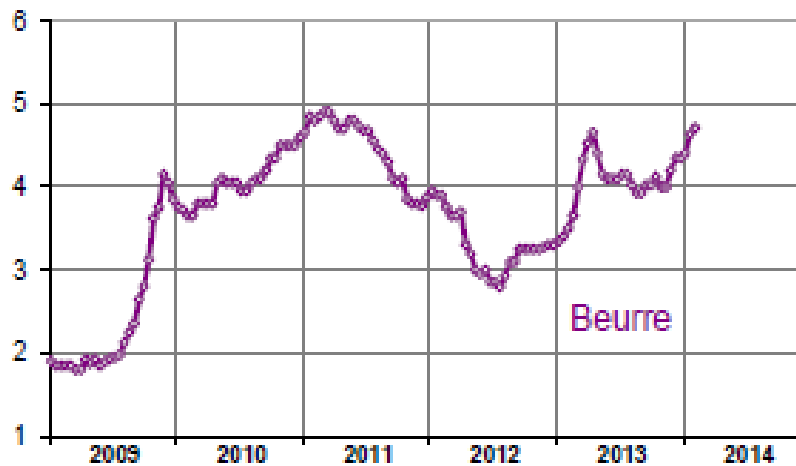
- Les États membres sont autorisés à réguler l'offre de fromages avec une appellation d'origine protégée (AOP) ou une indication géographique protégée (IGP).
- Cette mesure vise à garantir la valeur ajoutée et la qualité de ces fromages, qui sont importants pour les régions rurales vulnérables.

2- La dynamique du marché des produits laitiers

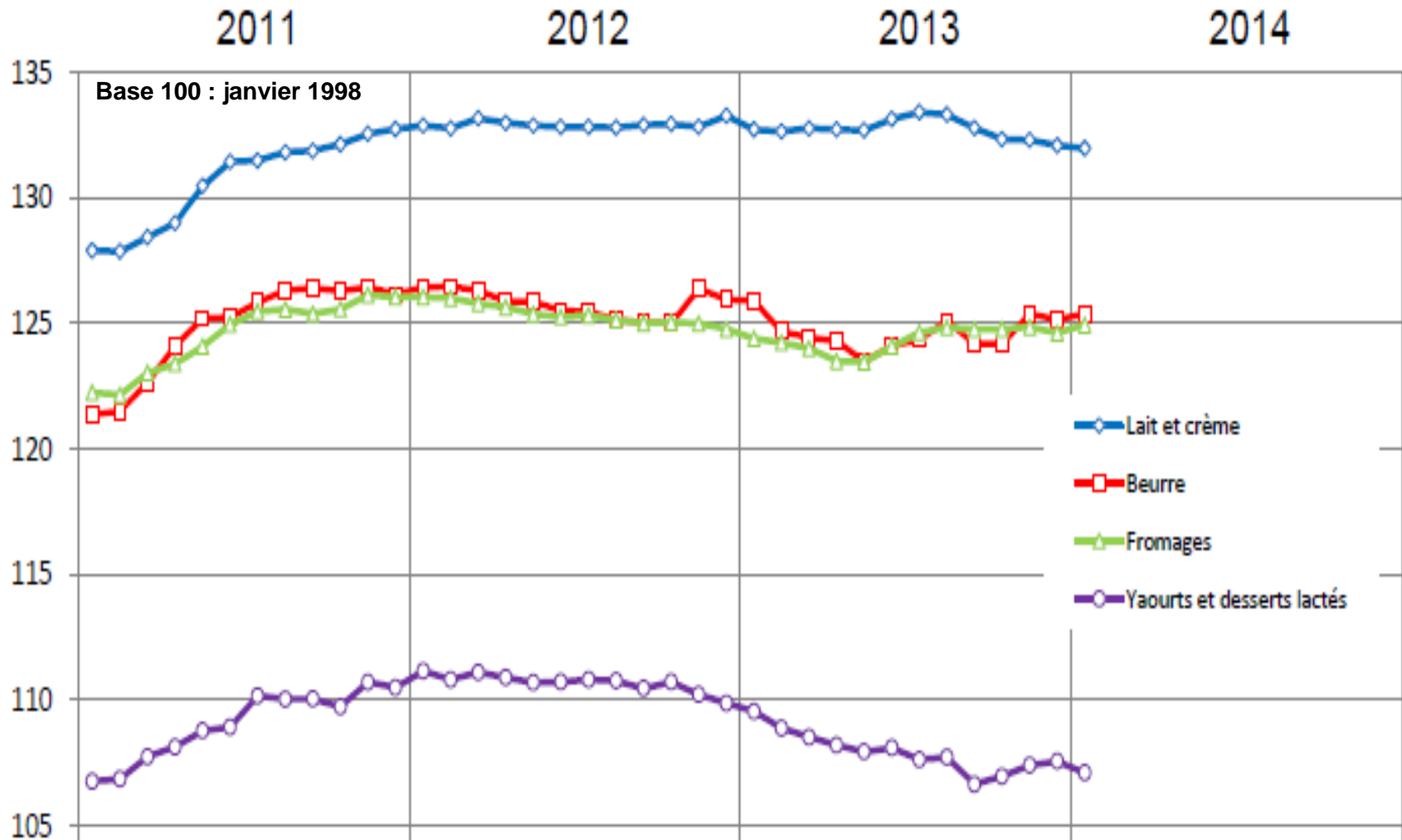


Le cours international des produits laitiers

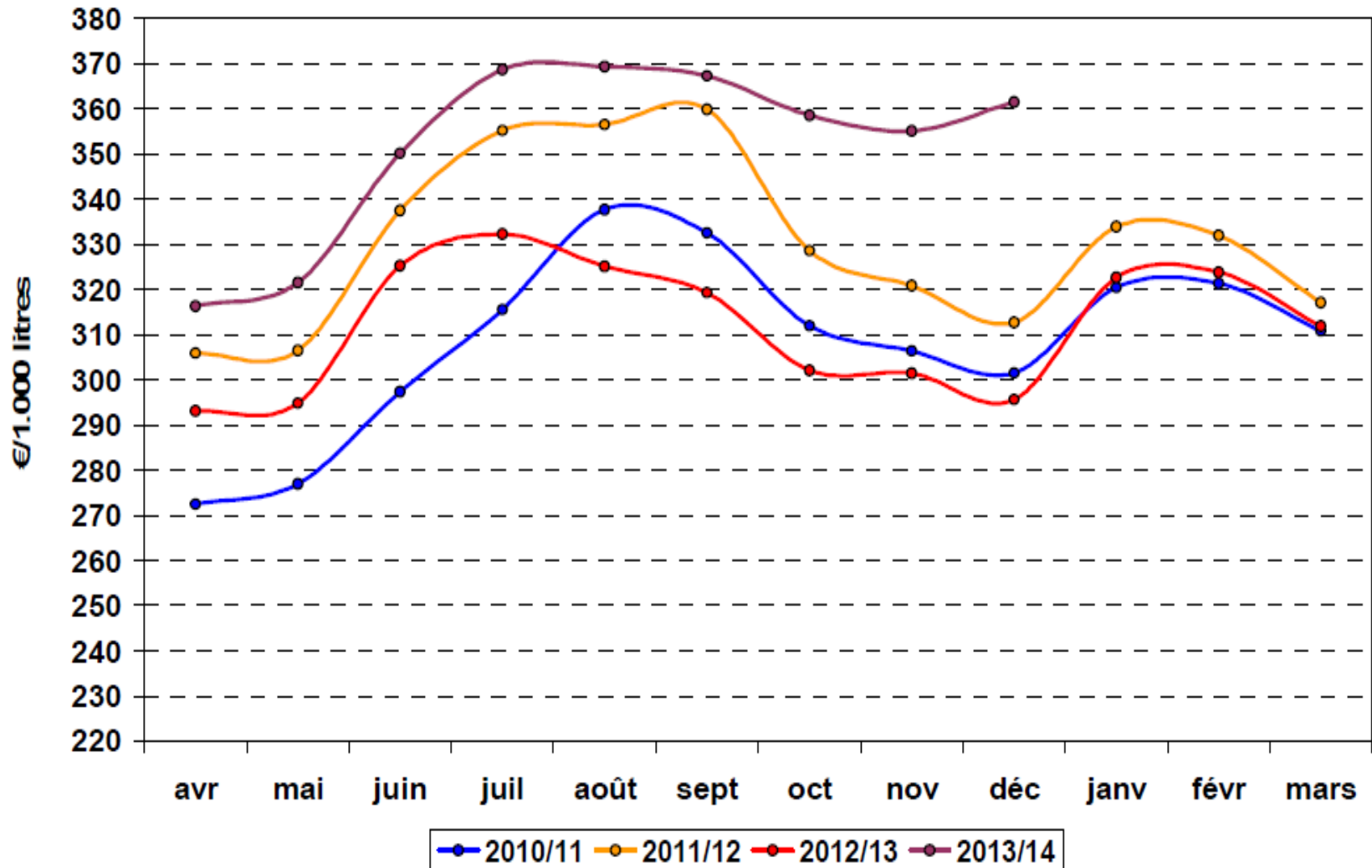
Prix FOB Océanie en 1 000 USD / tonne



Le prix de vente des produits laitiers au consommateur

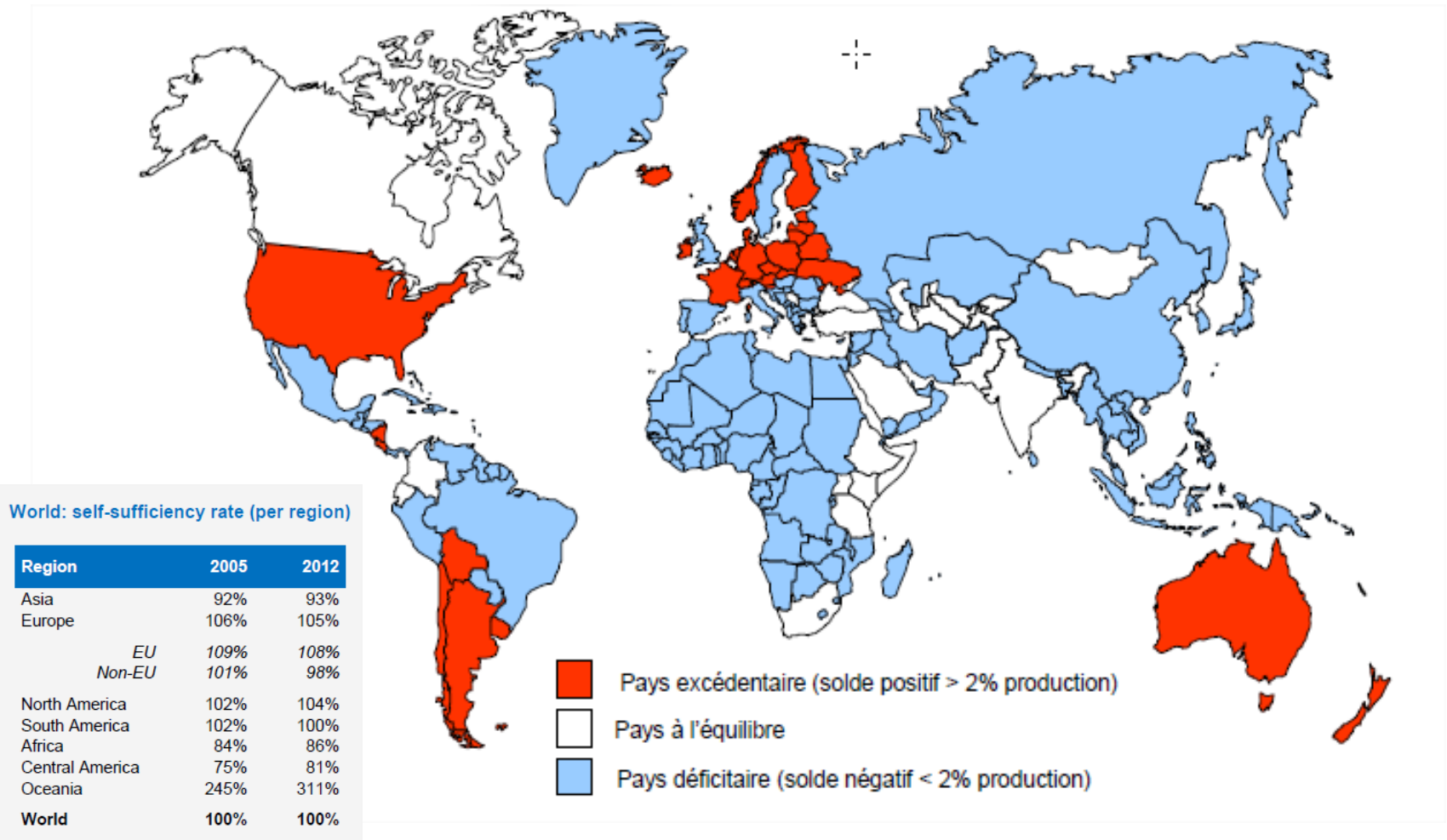


Le prix du lait payé aux producteurs en France (€/1000 litres)

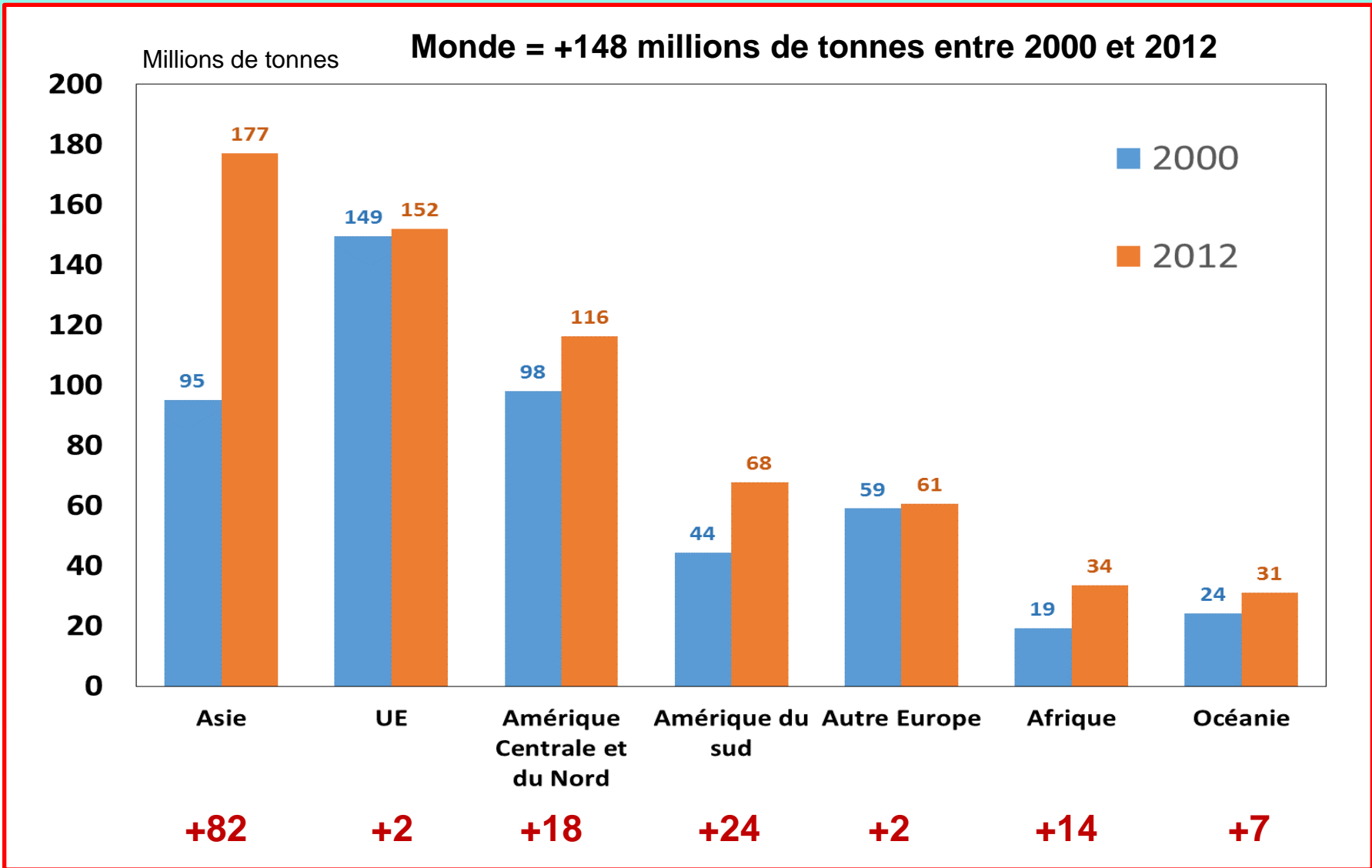


Le taux d'approvisionnement en produits laitiers

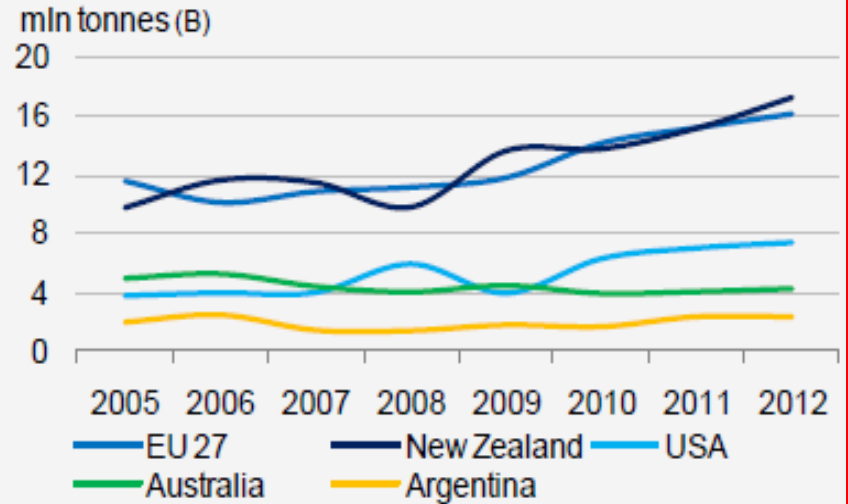
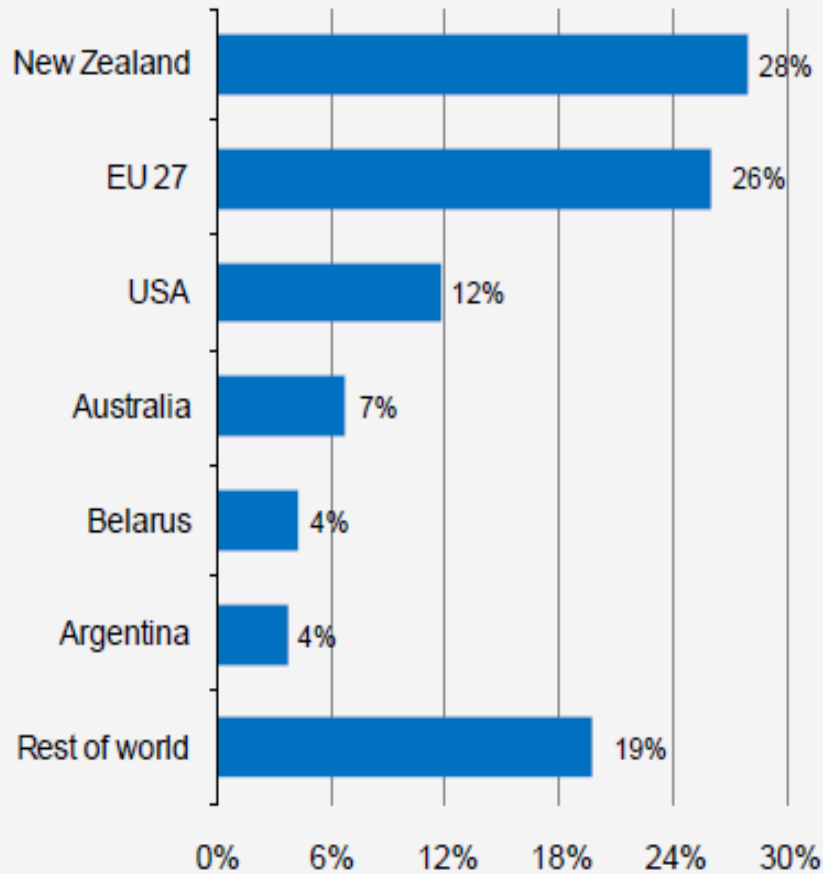
Equilibre entre l'offre et la demande dans les différents pays



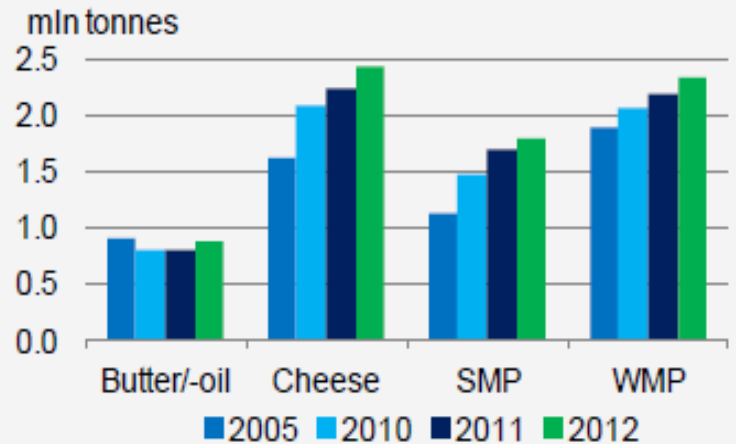
La production de lait de vaches selon les zones



Les exportations mondiales de produits laitiers (en équivalent lait)

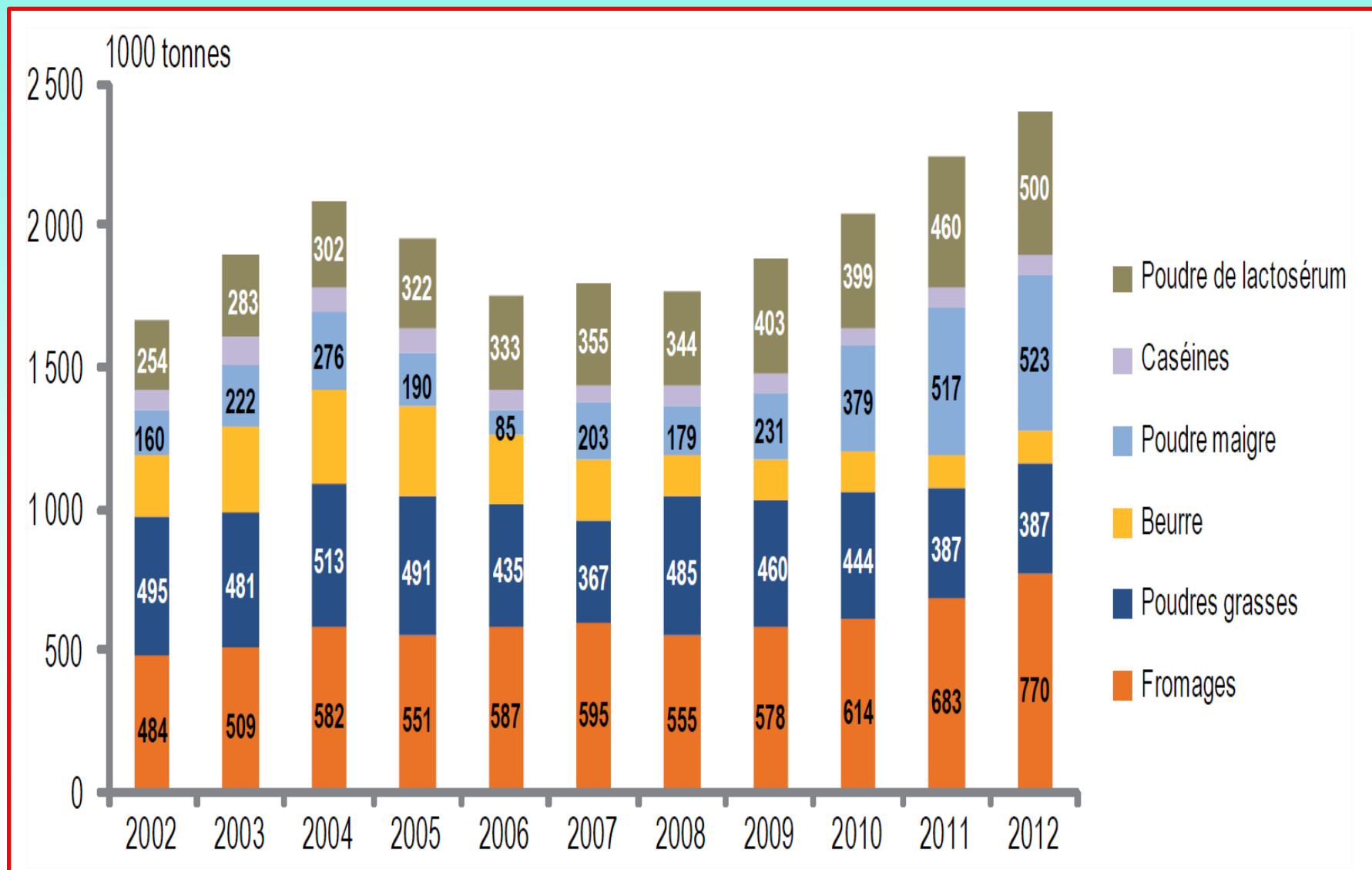


World trade: dairy products

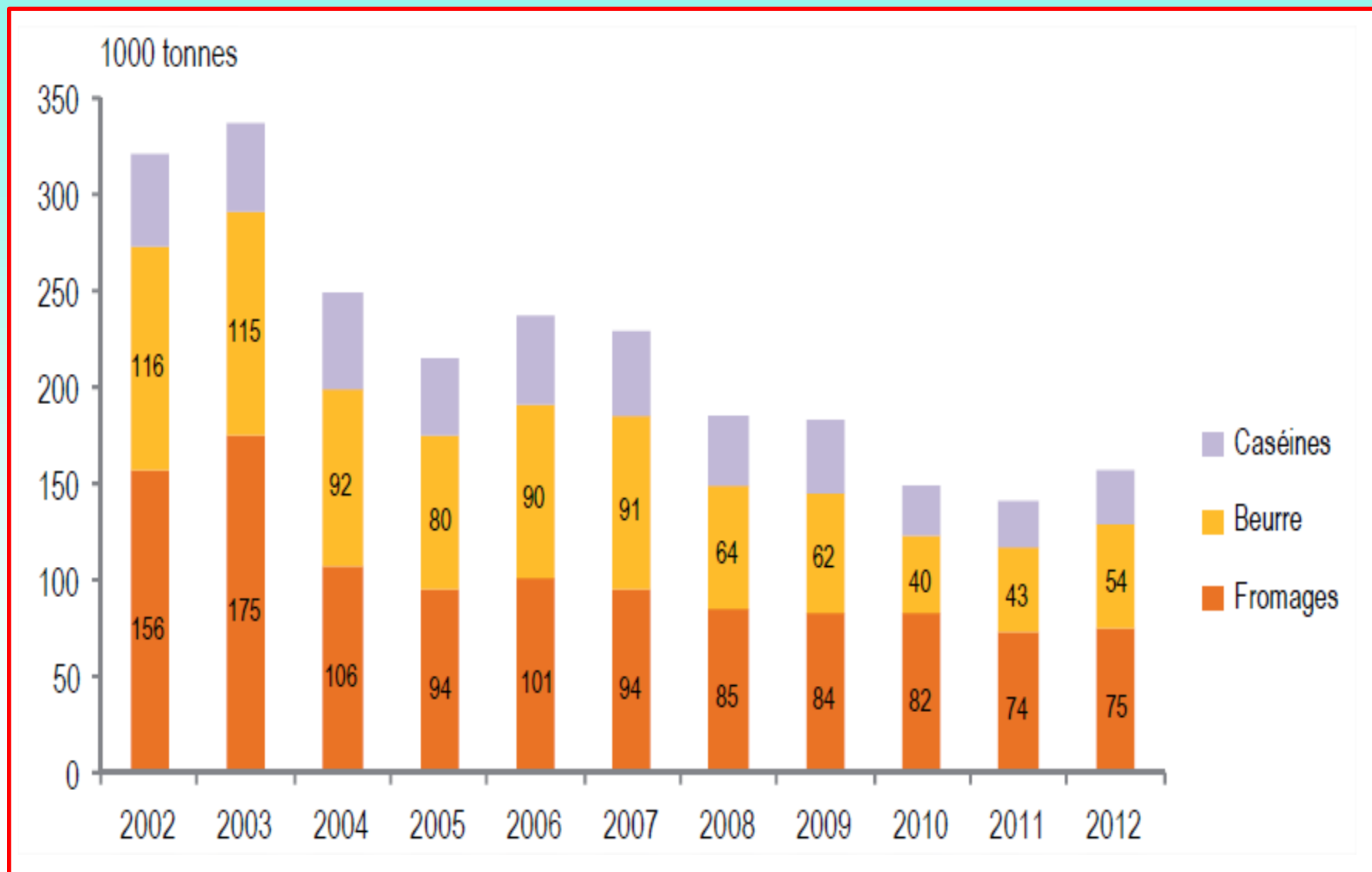


(B) Based on milk equivalents.

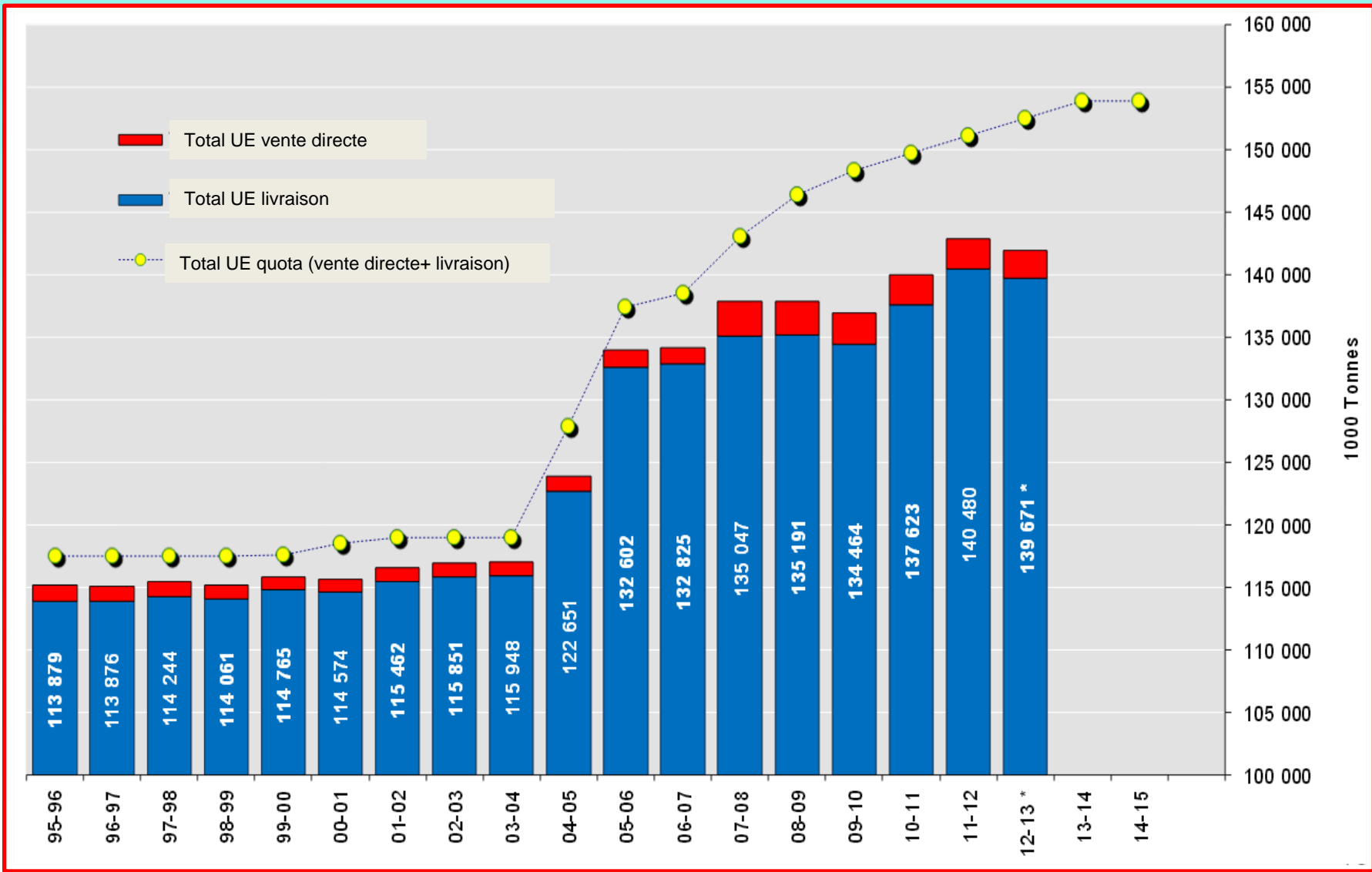
Les exportations de l'UE-27 en produits laitiers



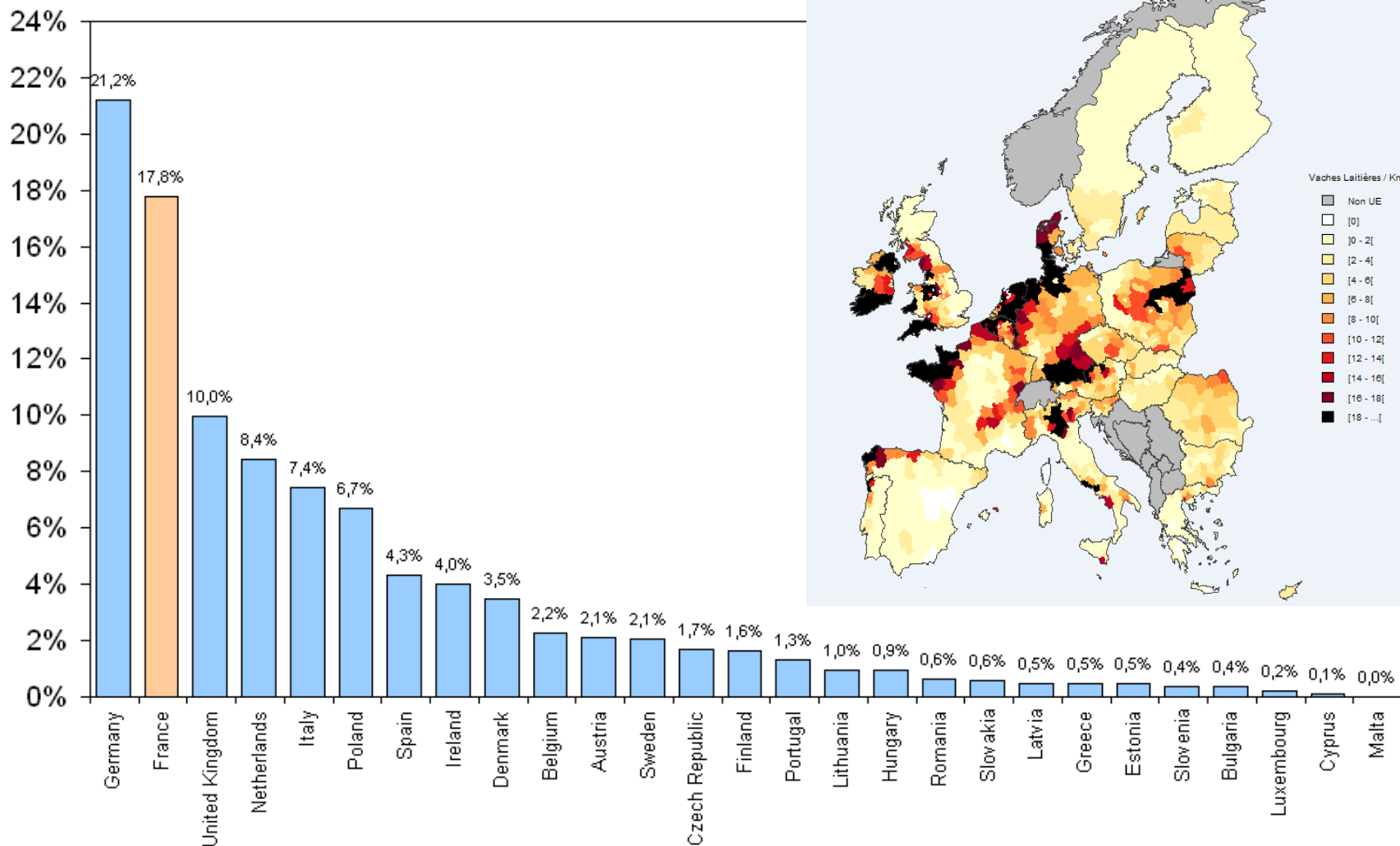
Les importations de l'UE-27 en produits laitiers



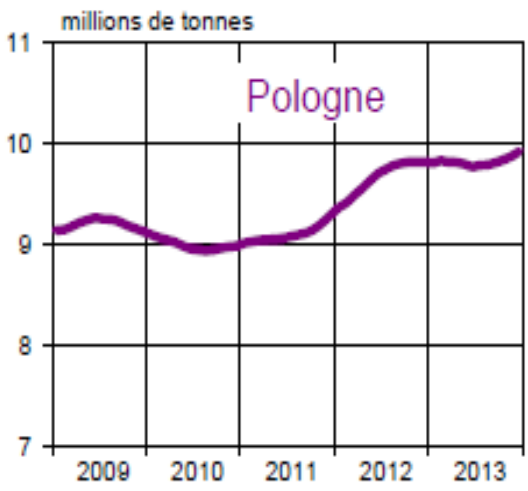
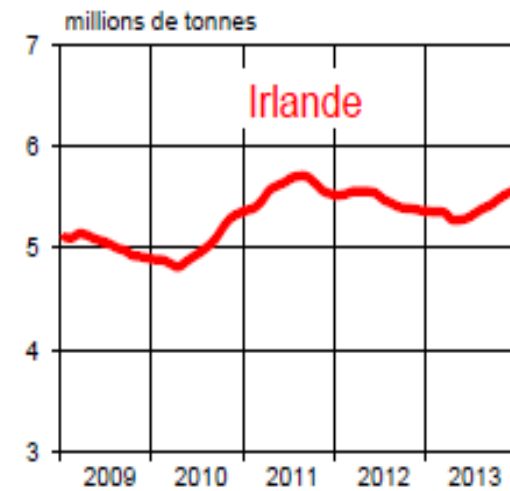
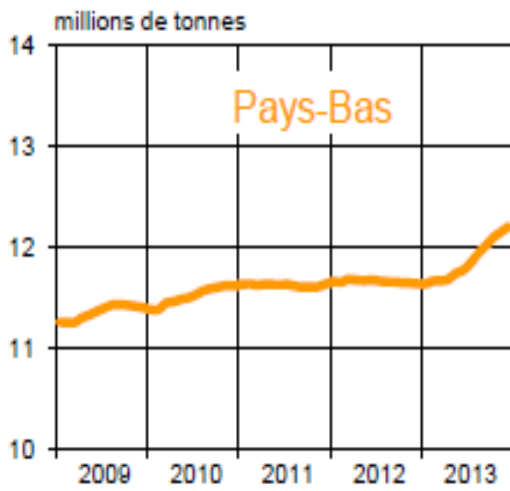
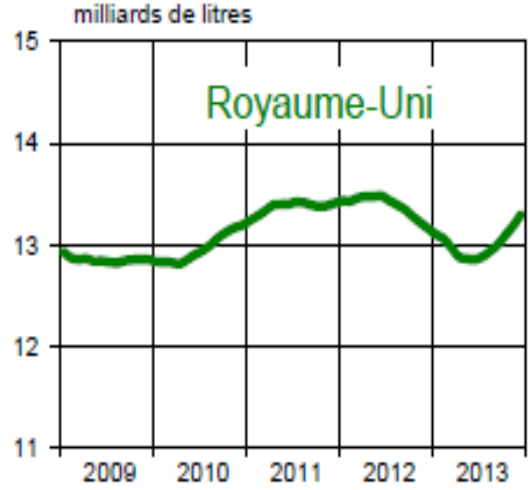
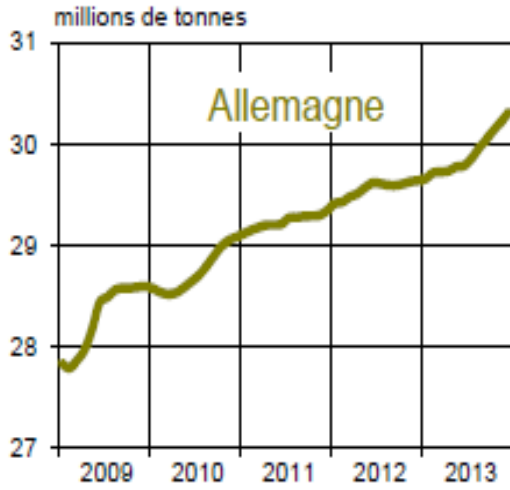
Les livraisons de lait et le quota laitier dans l'UE



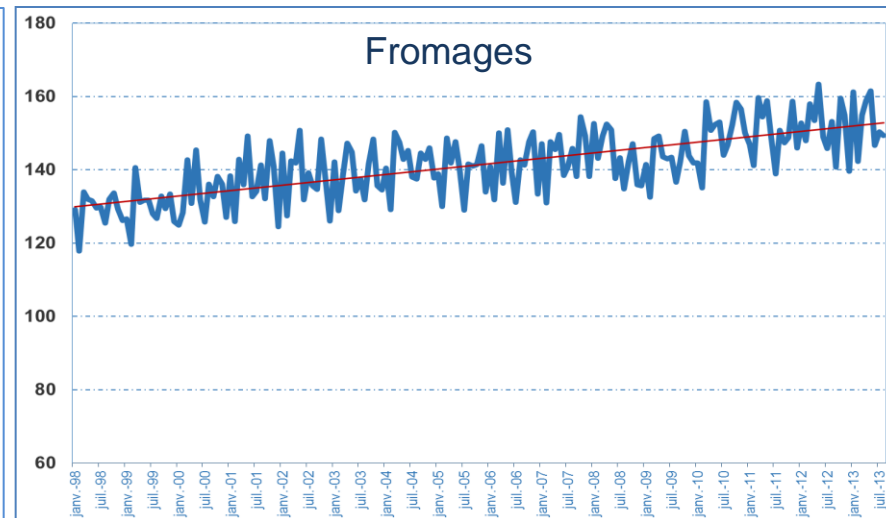
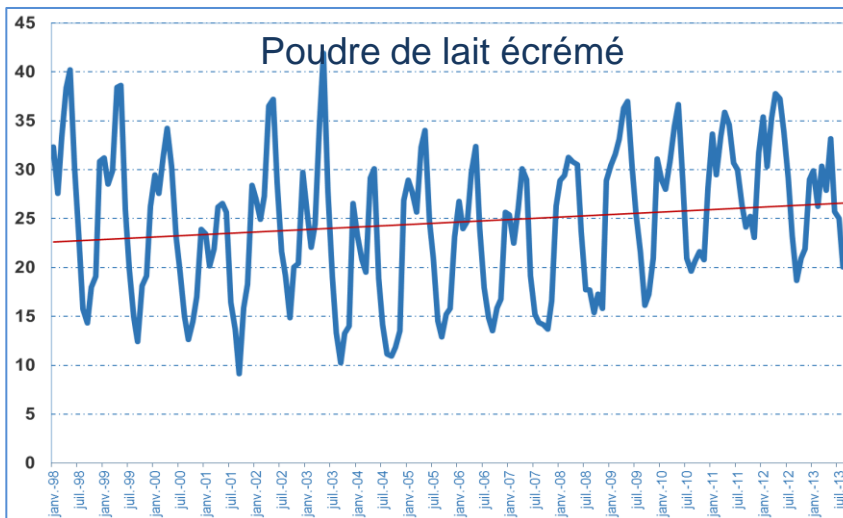
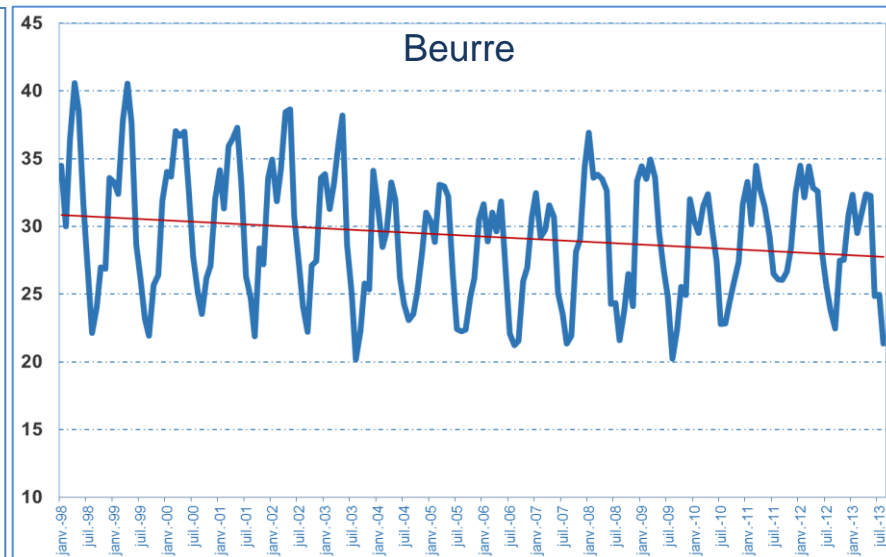
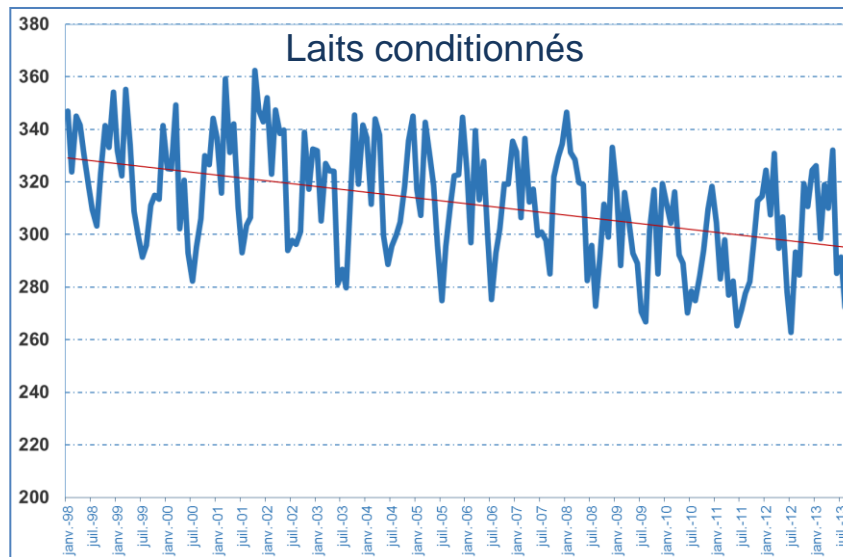
Les livraisons de lait dans l'UE-27 (%)



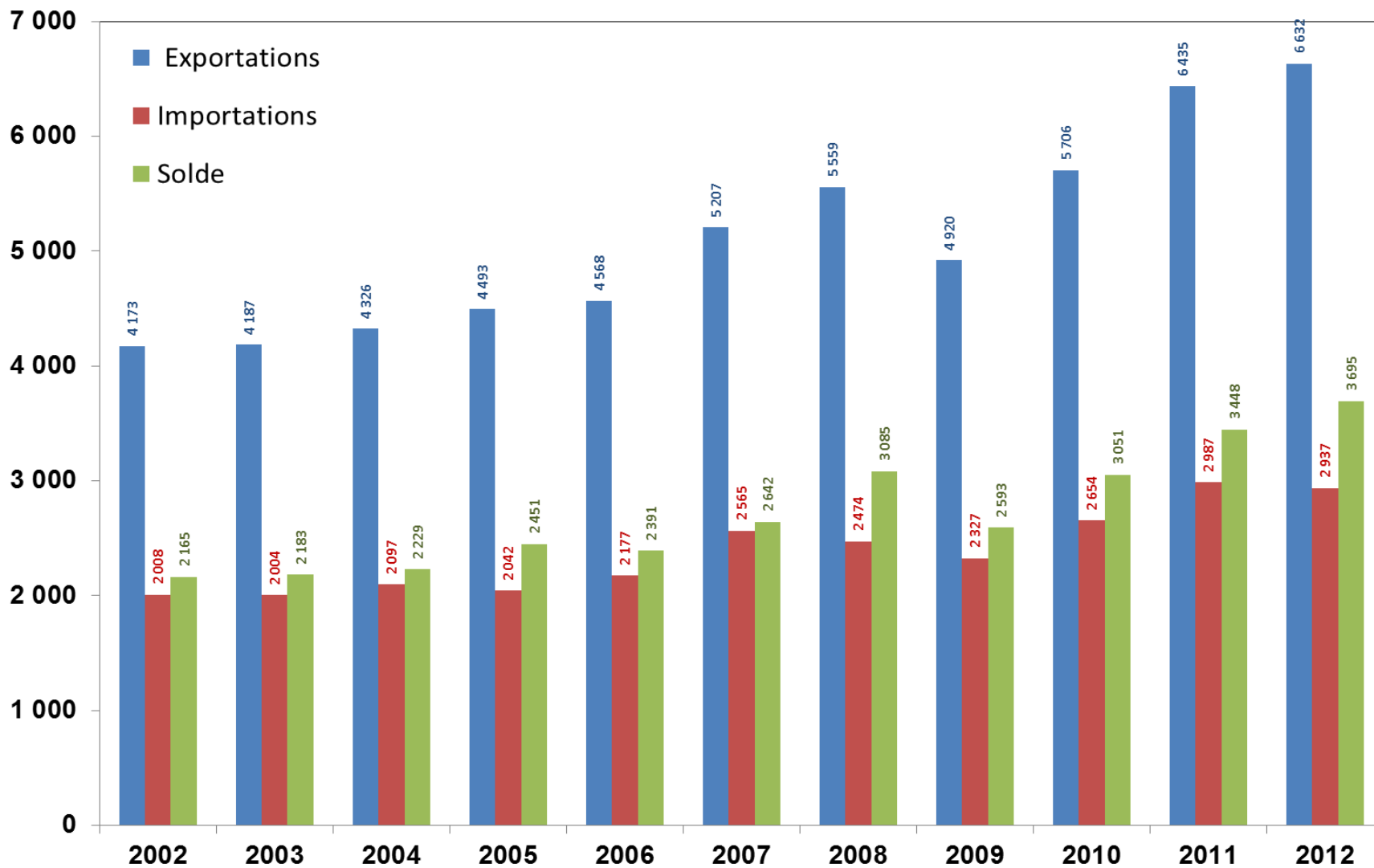
La collecte de lait de vaches en France et dans l'UE



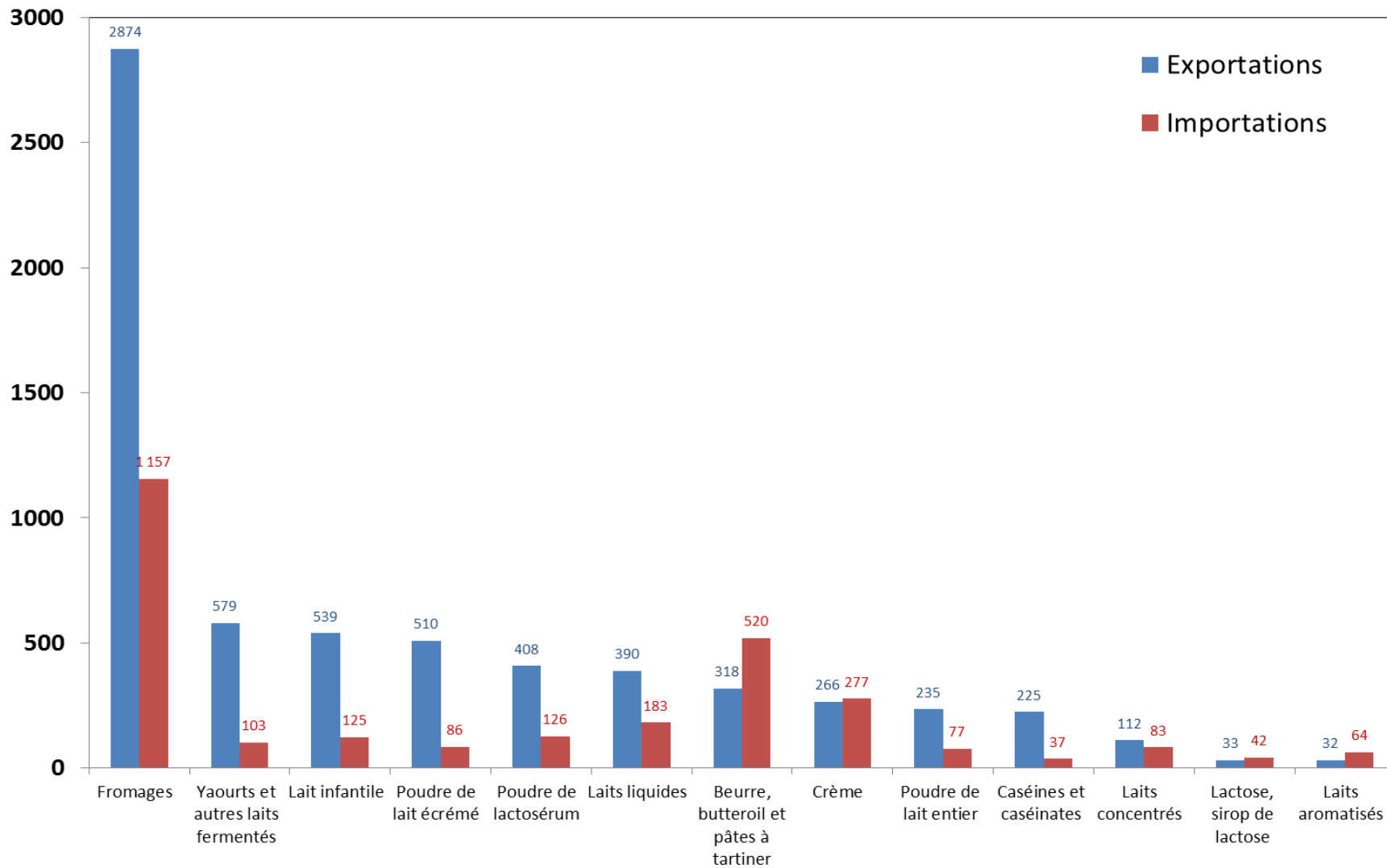
Les fabrications de produits laitiers en France (1000 t.)



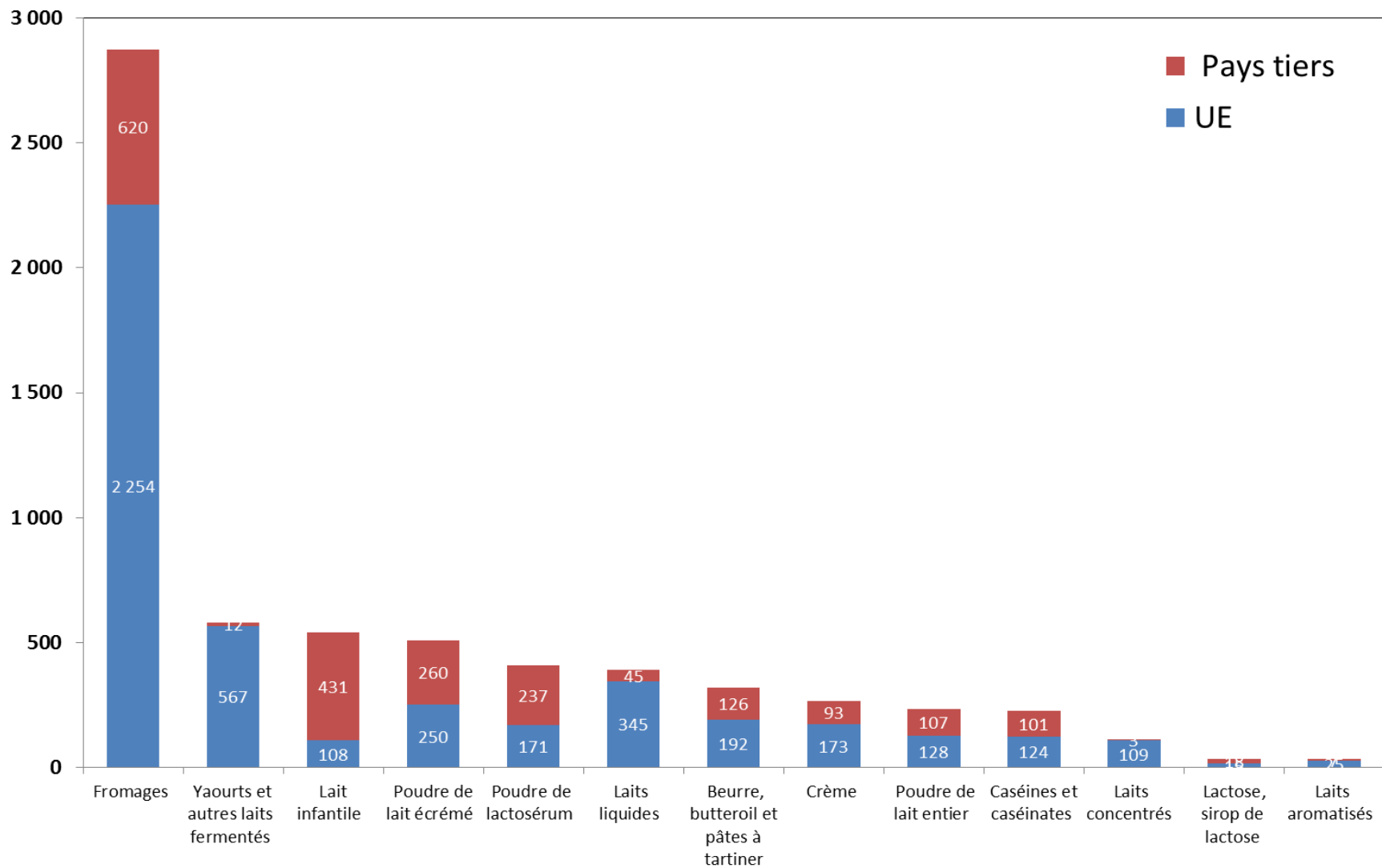
Les échanges de la France en produits laitiers (millions d'€)



Les échanges de la France en produits laitiers (millions d'€)



Les exportations de la France en produits laitiers (millions d'€)



Fin des quotas : d'une régulation publique à une régulation privée

→ Des indicateurs clés pour les industriels

- La localisation géographique des investissements actuels
- La densité laitière (coûts de transport...mais aussi proximité des consommateurs)
- Le coût de production et la performance économique du bassin

→ Les transformateurs disposeront de plusieurs leviers pour agir...

- Redistribution des volumes suite aux arrêts d'activité
- Flexibilité de la référence en fonction des opportunités de marché
- Modalités plus ou moins restrictives d'encadrement de la saisonnalité

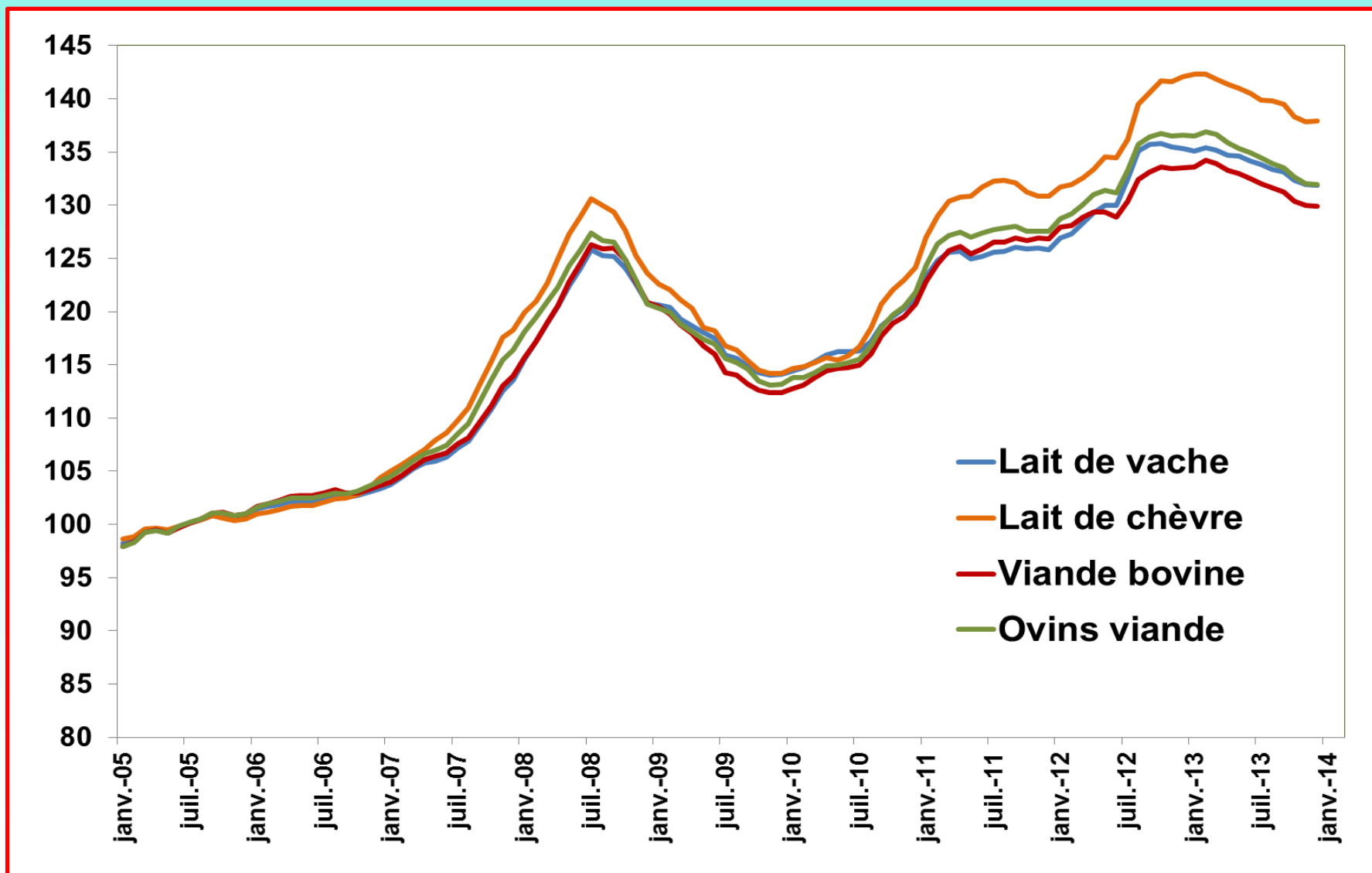
→ Les éleveurs seront plus dépendants des entreprises

- Les opportunités de croissance (ou non) dépendront de l'entreprise
- Le prix du lait sera influencé par des critères plus internes à l'entreprise
- Les producteurs les plus performants seront favorisés à terme

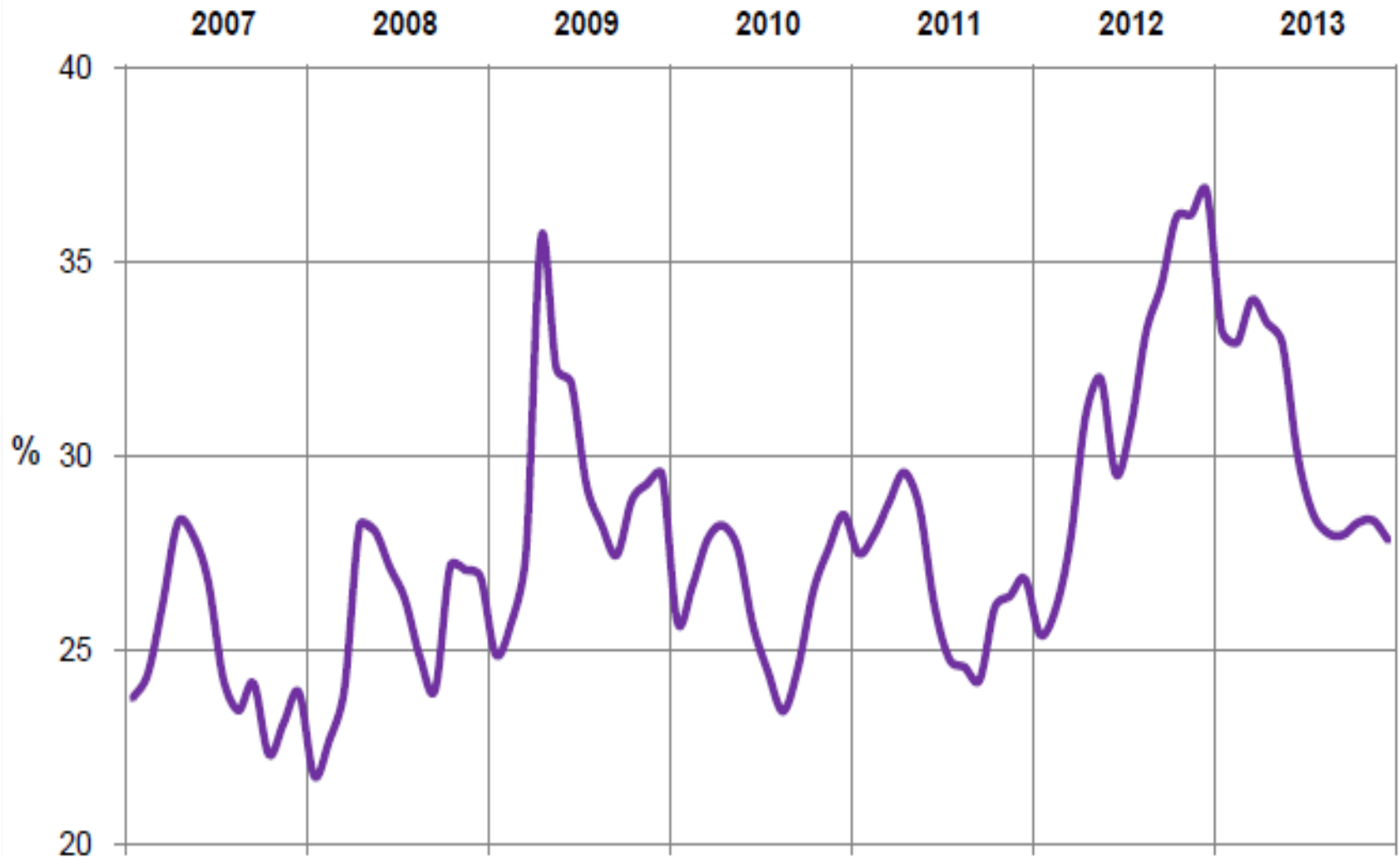
3- La compétitivité des exploitations laitières françaises



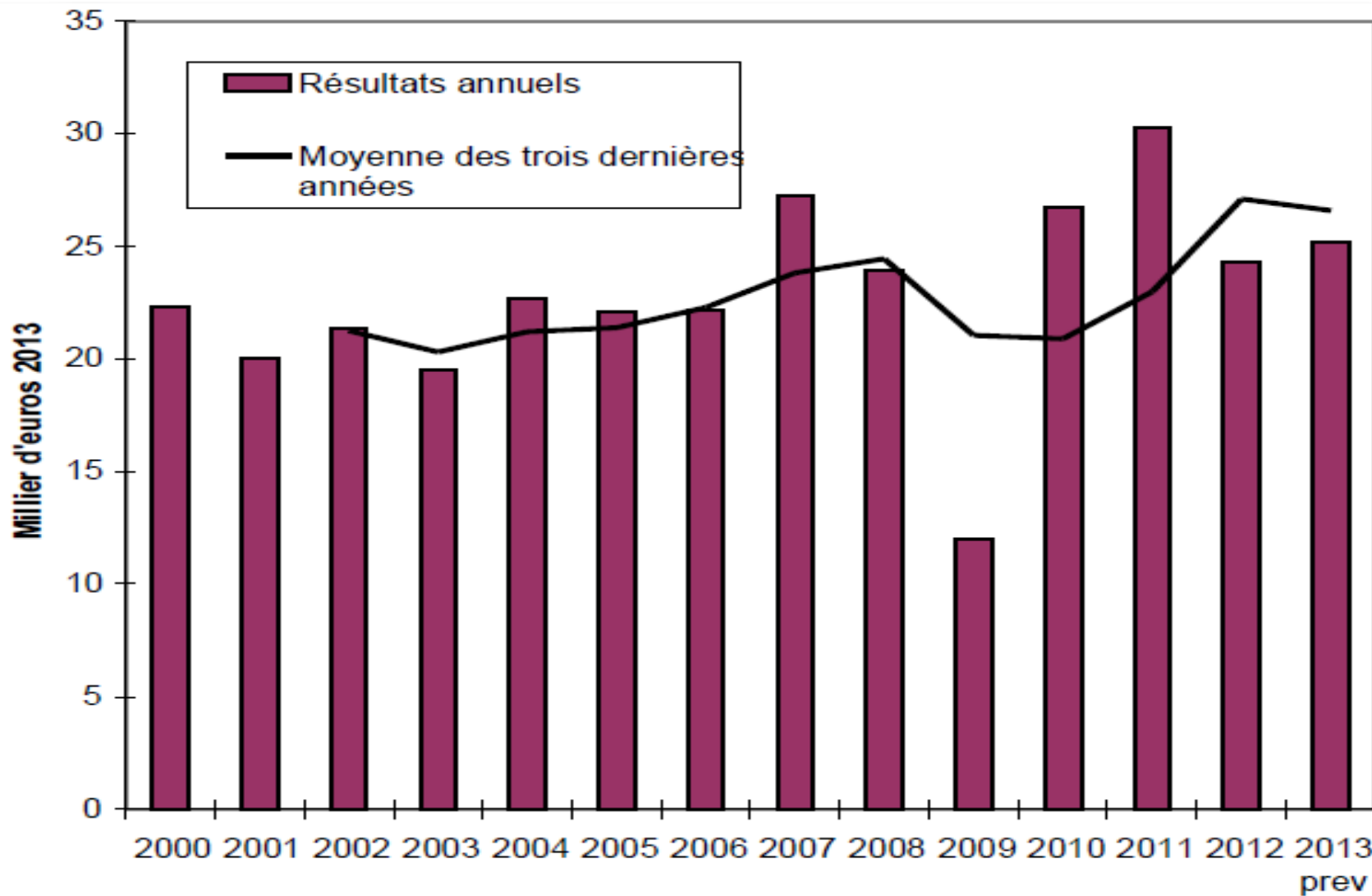
Le prix des intrants en agriculture (IPAMPA – Base 100 = 2005)



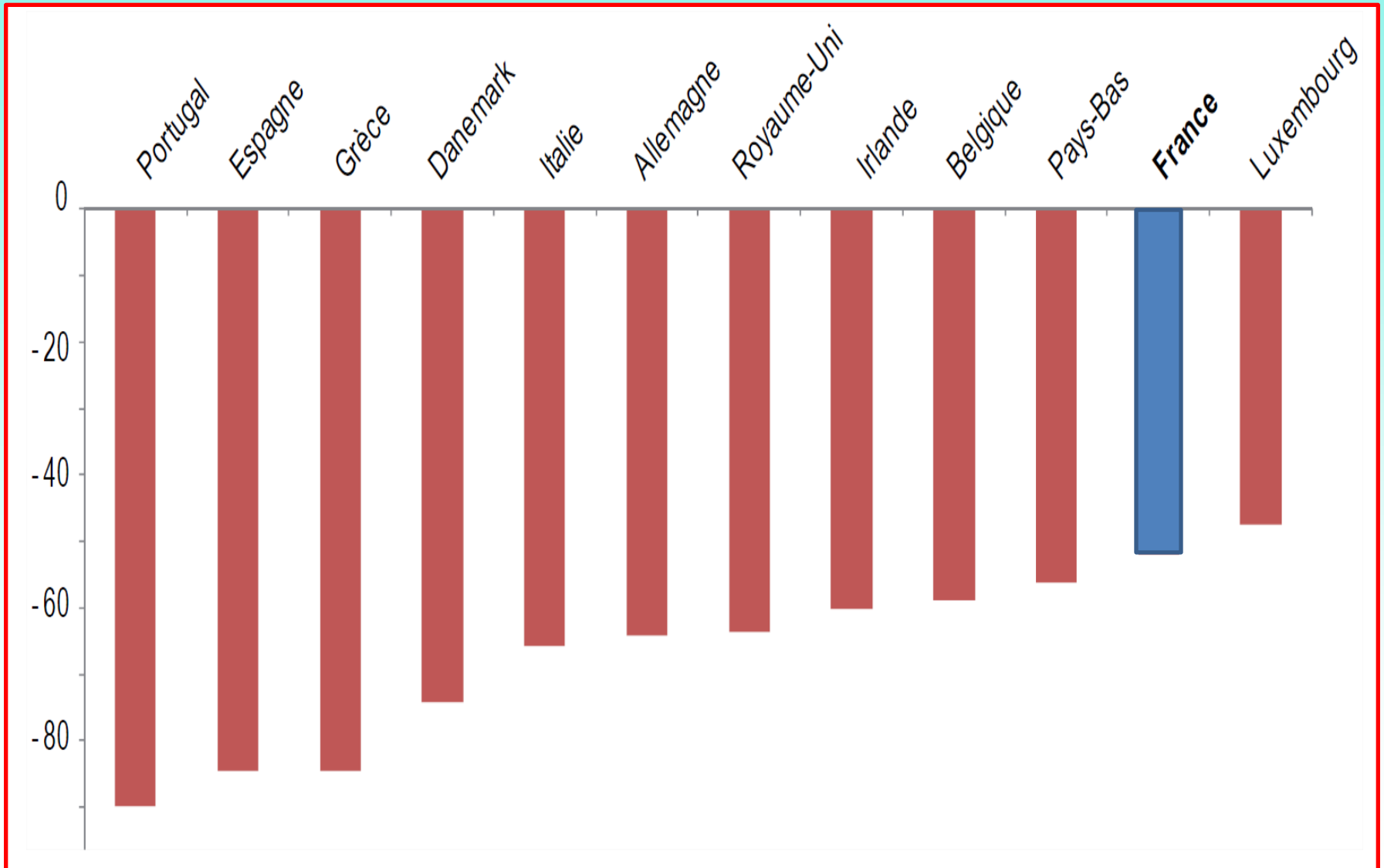
Charges d'alimentation achetée / prix du lait mensuel



Exploitations laitières - Revenu moyen par actif non salarié



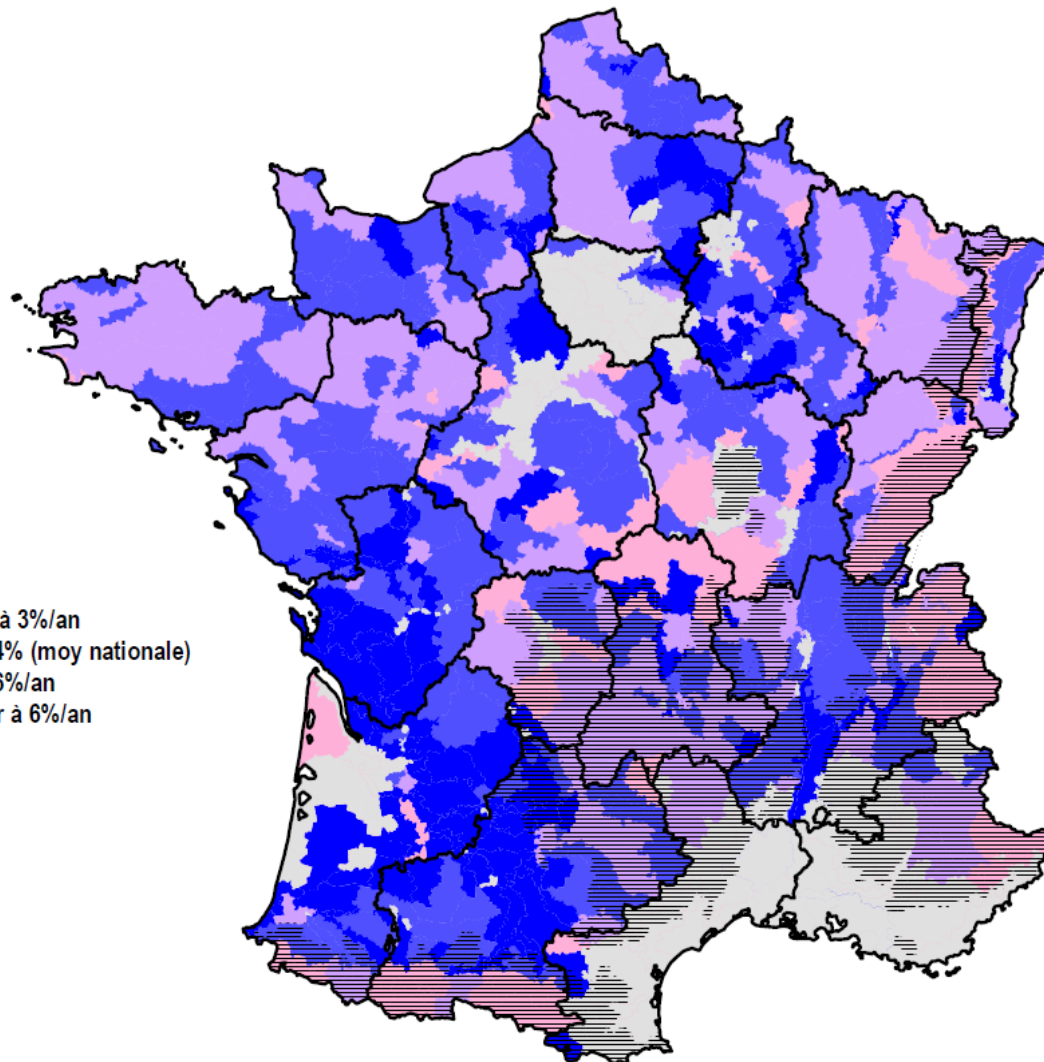
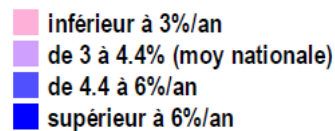
Evolution du nombre d'exploitations laitières 1995 et 2012



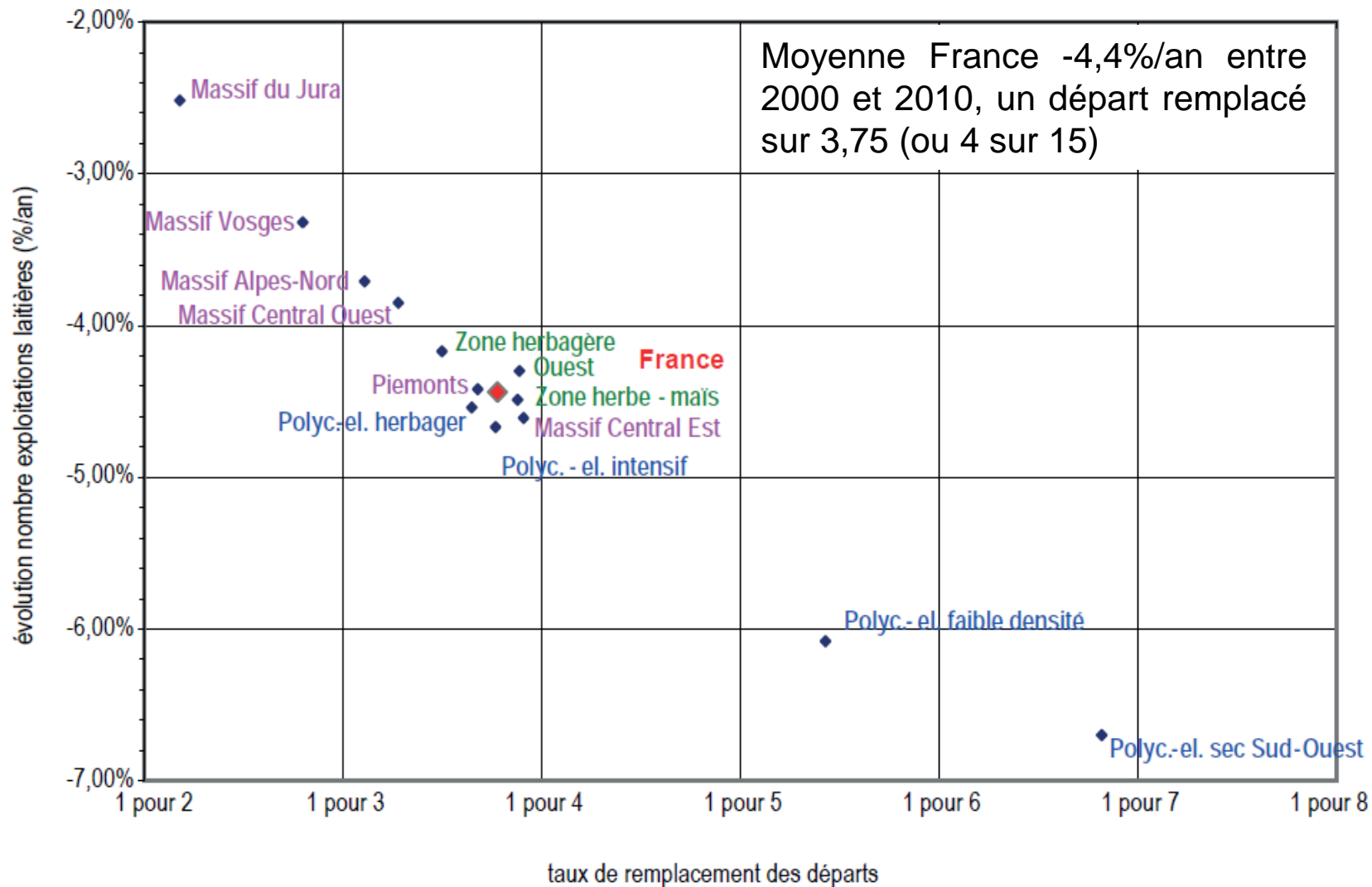
La baisse du nombre d'exploitations laitières 2000-2010

Producteurs livrant du lait de vache à l'industrie laitière

	1983 ⁽¹⁾	2000	2010
Bretagne	66,1	22,1	14,2
Pays de la Loire	49,8	15,6	10,0
Basse-Normandie	39,8	13,2	8,0
Rhône-Alpes	36,2	10,6	6,6
Auvergne	25,2	9,1	5,9
Franche-Comté	13,1	5,9	4,4
Nord-Pas-de-Calais	13,9	6,2	4,2
Lorraine	14,4	5,3	3,6
Midi-Pyrénées	17,9	5,9	3,3
Haute-Normandie	11,5	4,1	2,5
Picardie	10,5	3,9	2,5
Aquitaine	19,3	4,6	2,4
Champagne-Ardenne	21,0	3,3	1,9
Poitou-Charentes	8,6	3,1	1,7
Autres régions	37,6	7,5	4,6
France	384,9	120,4	75,8



La restructuration des exploitations laitières en France

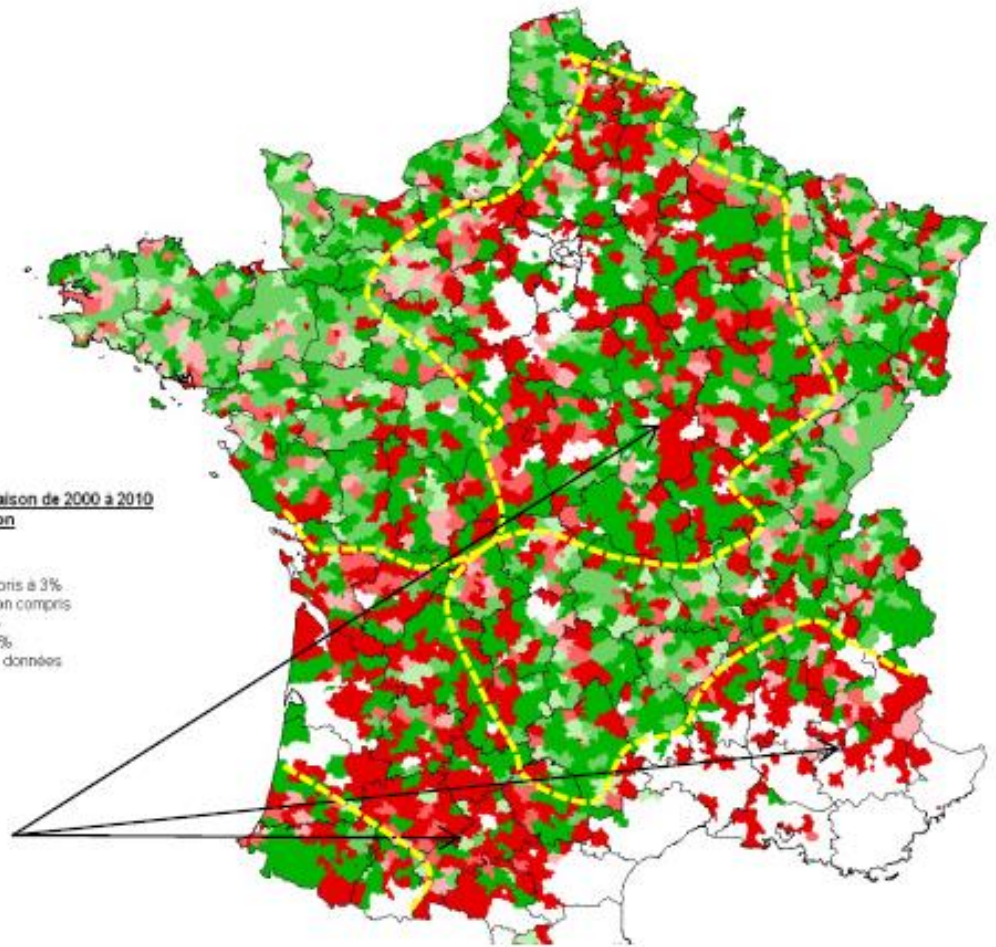


Évolution des quotas laitiers par canton entre 2000 et 2010

Évolution (%) du quota livraison de 2000 à 2010
par canton

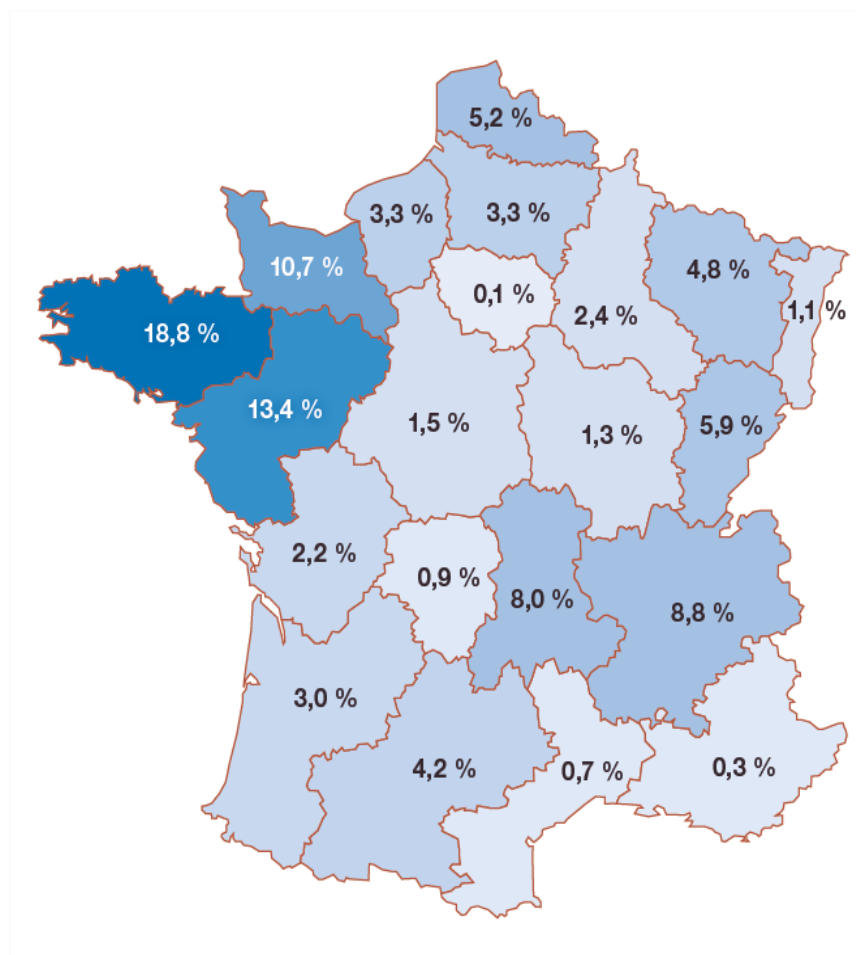


Zones de forte déprise laitière
(Centre, Sud Ouest, Sud Est)

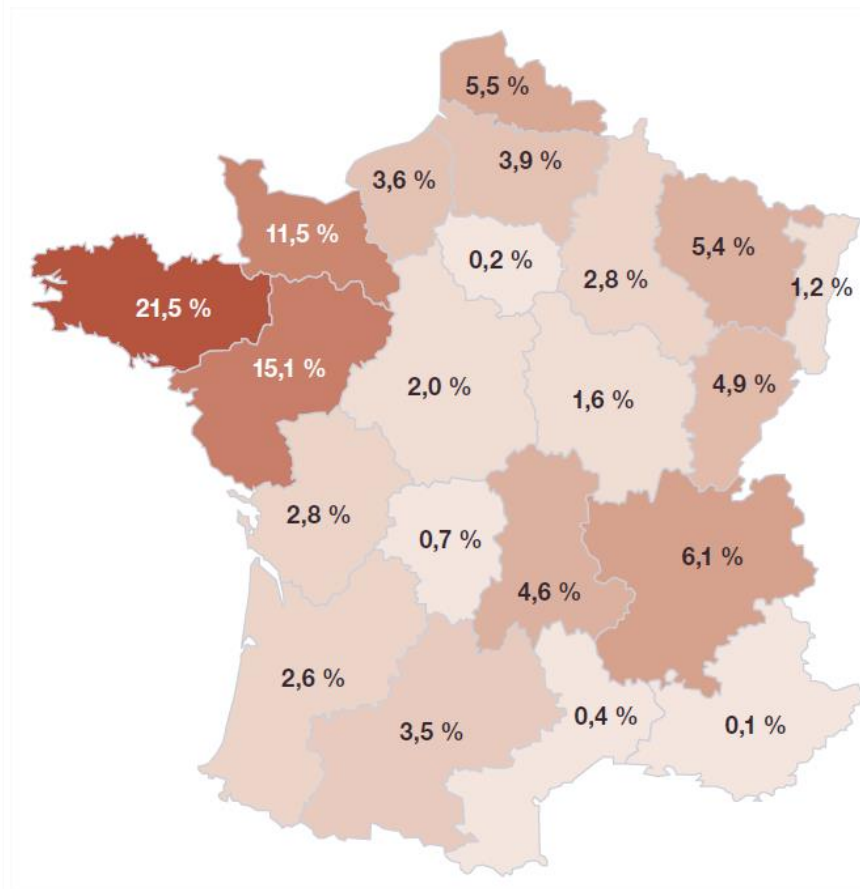


La localisation des producteurs et des livraisons de lait

Répartition des effectifs (%)

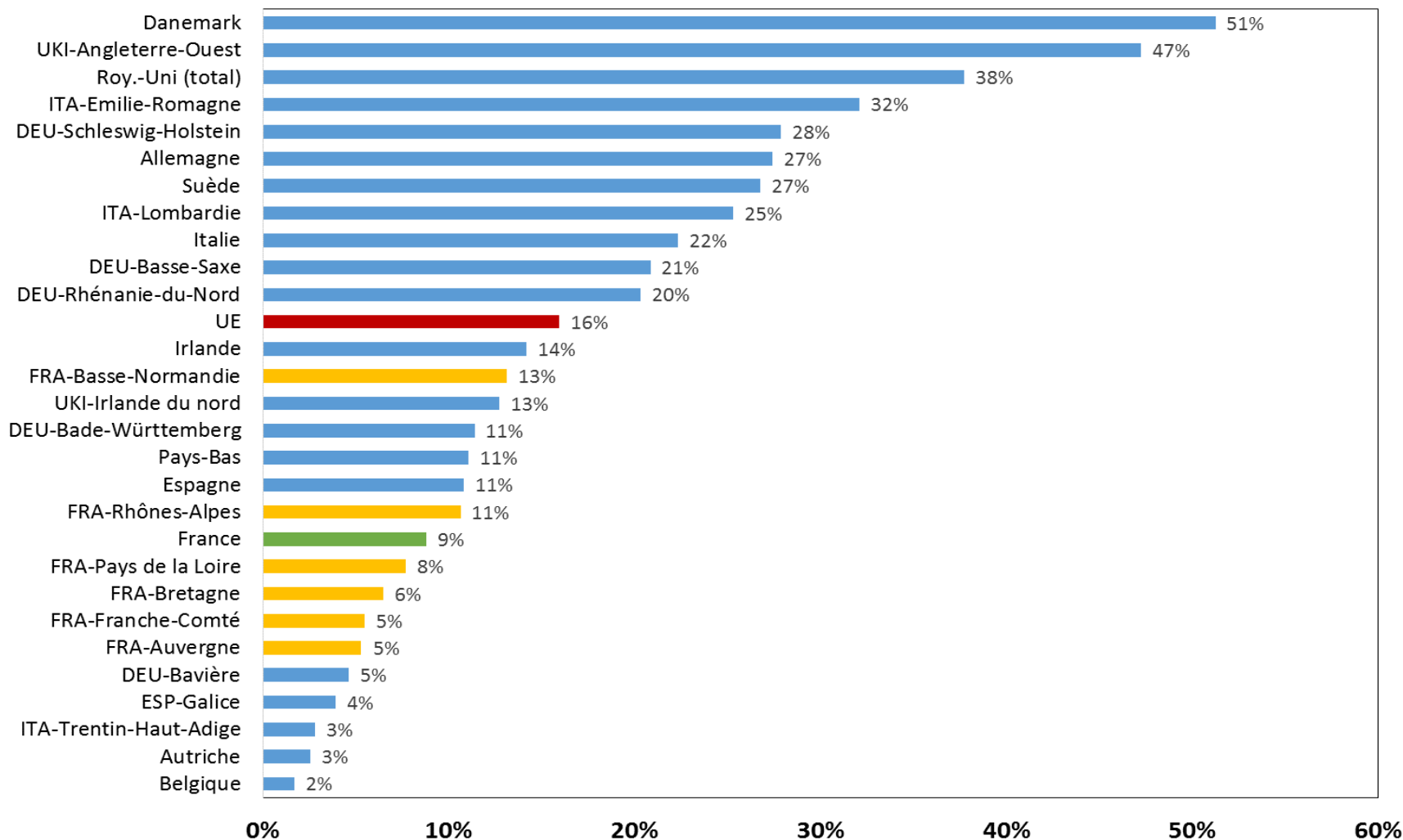


Répartition de la collecte de lait (%)



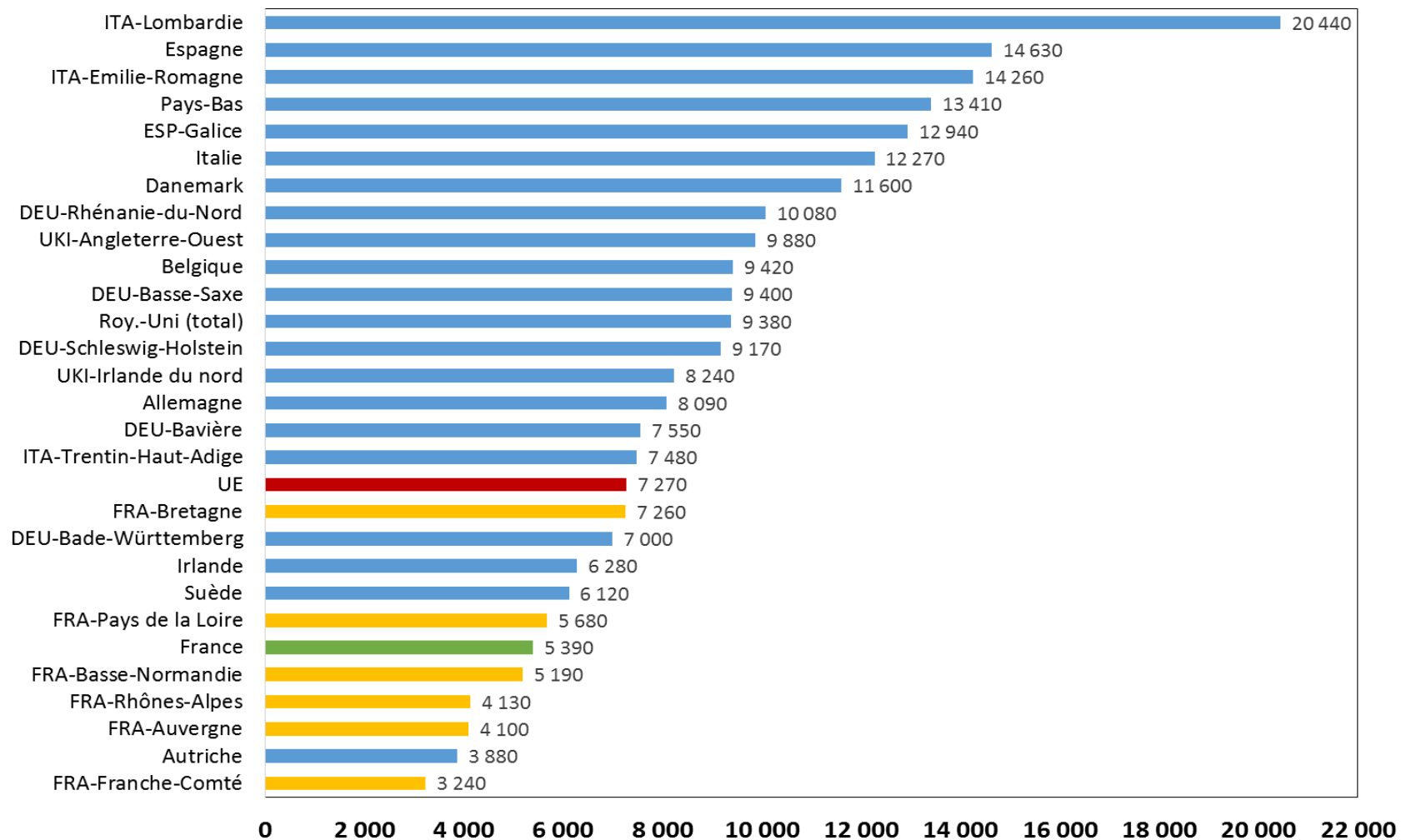
La part du salariat dans l'emploi agricole (%)

Moyenne pour les exploitations laitières spécialisées



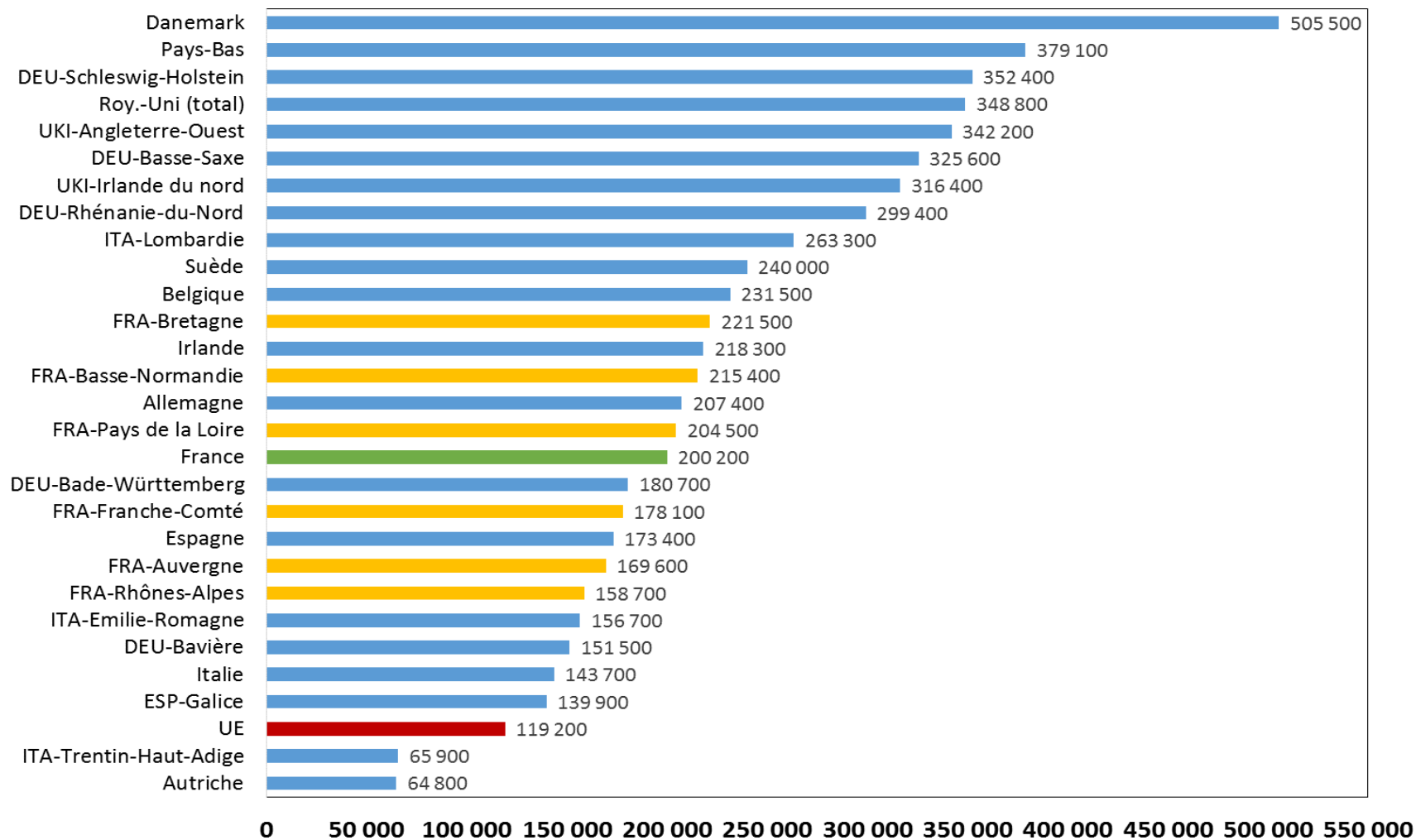
La production de lait par hectare de SFP (kg/an)

Moyenne pour les exploitations laitières spécialisées



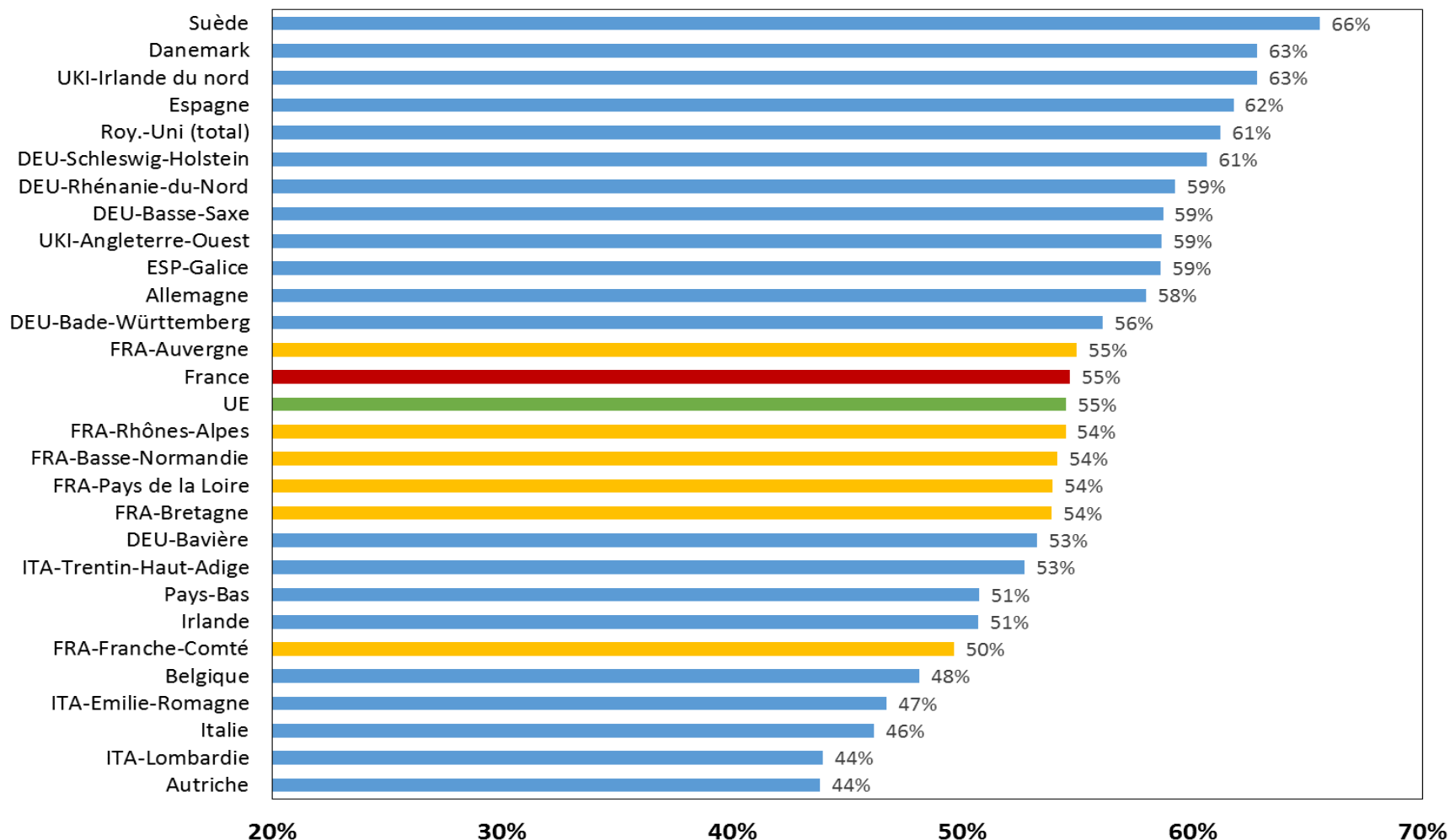
La production de lait par UTA (kg/an)

Moyenne pour les exploitations laitières spécialisées



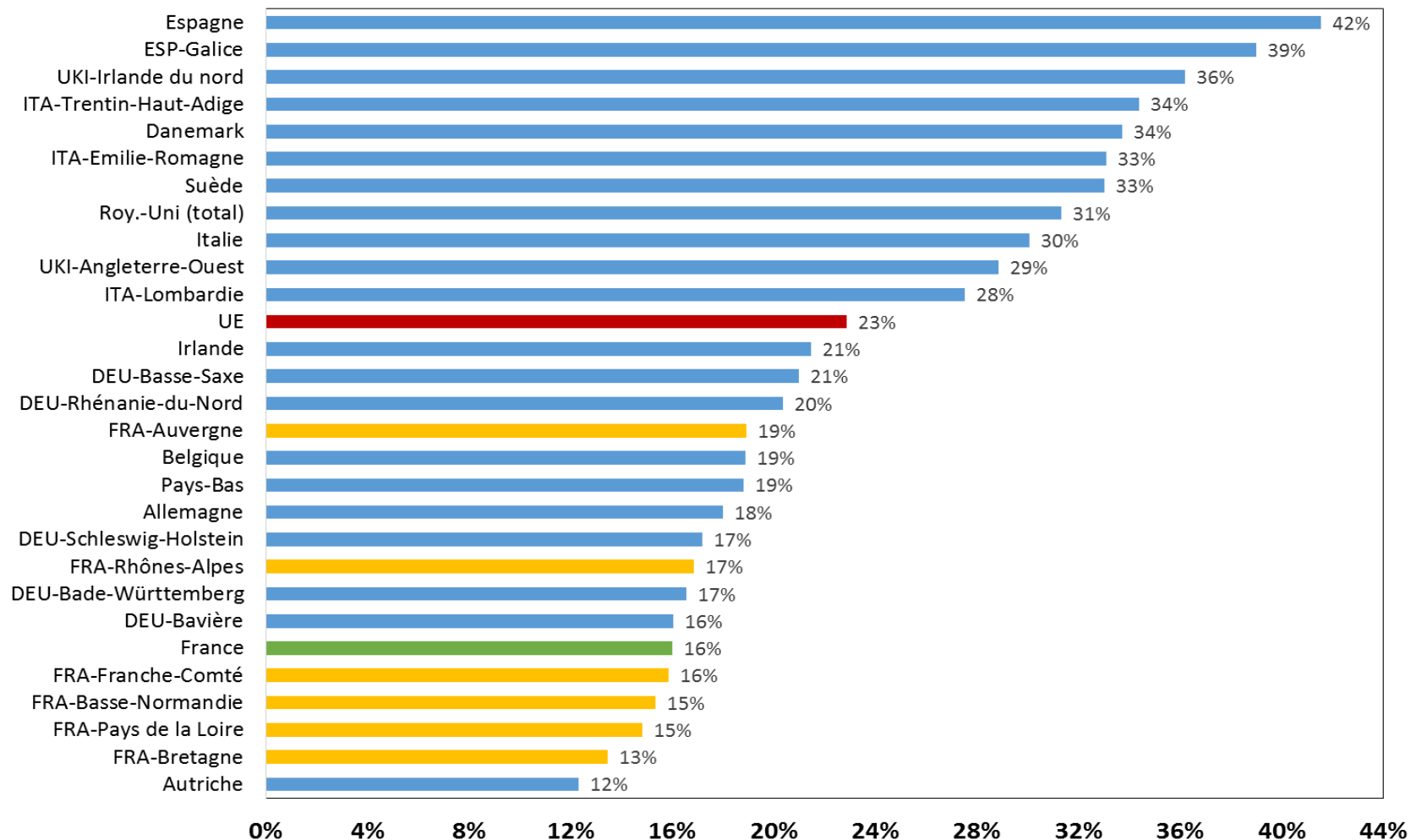
Consommations intermédiaires / Production agricole*

Exploitations laitières spécialisées



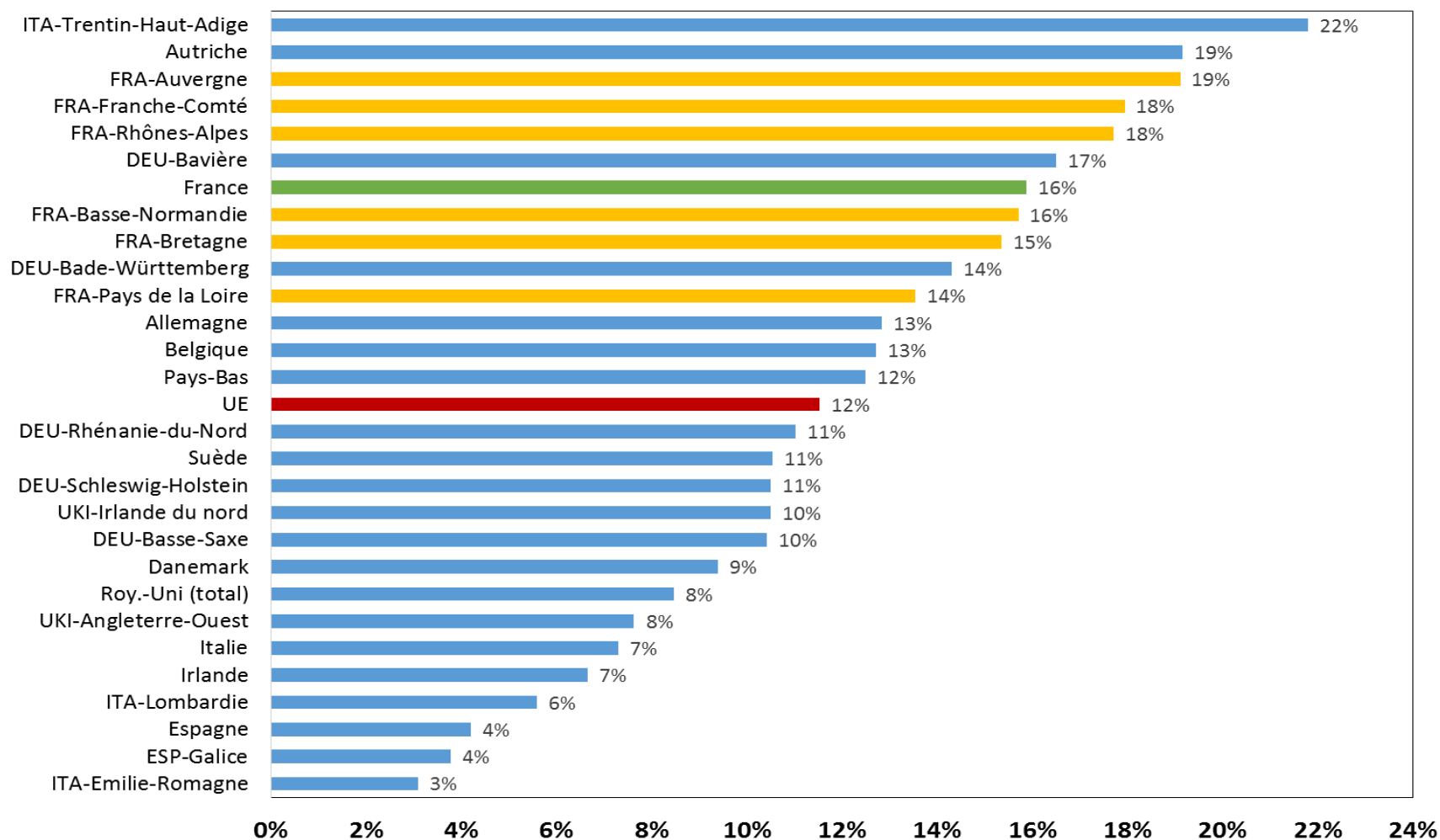
Aliments achetés pour les herbivores / Production agricole*

Exploitations laitières spécialisées



Dotations aux amortissements / Production agricole*

Exploitations laitières spécialisées



Conclusion



Les faiblesses du secteur laitier français

→ Une concurrence européenne sérieuse

- Un développement de l'offre (flexibilité) et des outils industriels compétitifs
- Des normes parfois plus avantageuses : politiques fiscale, énergétique, sociale et environnementale

→ Des exportations insuffisamment orientées vers les marchés tiers

- Une diversité des produits qui s'oppose parfois à la massification de l'offre

→ Une forte hétérogénéité de performances entre exploitations

- Une nécessaire maîtrise des coûts de production (dilution des charges fixes)
- Trois stratégies : technique, entrepreneuriale et patrimoniale

→ Des fragilités à intégrer...

- Les normes environnementales pèseront sur la concentration de l'offre
- Une gestion plus moderne/adaptée des ressources humaines (développement des sociétés)
- Une pyramide des âges qui implique de « séduire » de nouvelles générations

Les atouts et défis du secteur laitier français

→ Des atouts concurrentiels

- Une localisation géographique favorable (climat, proximité de la mer et de pays déficitaires)
- Un coût modéré d'acquisition des facteurs de production (terre et quota)
- Une réserve de productivité (parfois) dans les élevages et certains territoires
- Un niveau élevé de consommation et une solidité de la demande (diversité des produits)
- Des entreprises innovantes, avec une forte expérience technologique

→ Des défis pour la filière laitière

- Continuer à mettre la performance technique au cœur du dispositif
- Saturer davantage les outils de production et diluer les coûts fixes
- Mieux concilier économie et écologie (agronomie, autonomie, etc.)
- Dynamiser l'innovation « produit » pour séduire les consommateurs de demain
- Favoriser le financement à long terme des investissements structurants
- Renforcer les liens entre les différents maillons de la filière (contractualisation)



Bella – Egérie du SIA 2014

« L'avenir, c'est du passé en préparation... »

Pierre Dac (1893 - 1975)

Pour en savoir plus : une sélection de mes publications

- CHATELLIER V. (2013). **Les effets redistributifs des décisions françaises relatives à la PAC post 2015.** *Académie d'Agriculture de France*. Communication lors de la séance plénière du 6 novembre, Paris, 8 p. <http://tinyurl.com/kuj2b2g>
- CHATELLIER V., LELYON B., PERROT C., YOU G. (2013). **Le secteur laitier français à la croisée des chemins.** *INRA Productions Animales*, 25 p. <http://tinyurl.com/mvvbb7f>
- LECUYER B., CHATELLIER V., DANIEL K. (2013). **Les engrais minéraux dans les exploitations agricoles françaises.** *Economie Rurale*, n°333, pp 151-161. <http://tinyurl.com/lb83b73>
- CHATELLIER V., GAIGNE C. (2012). **Les logiques économiques de la spécialisation productive du territoire agricole français.** *Innovations Agronomiques*, vol 22, pp185-203. <http://tinyurl.com/awzzh8o>
- CHATELLIER V., GUYOMARD H. (2012). **Les propositions législatives de réforme de la PAC : premiers éléments d'analyse.** *INRA Sciences sociales*, 8 p. <http://tinyurl.com/cltevmu>
- LELYON B., CHATELLIER V., DANIEL K. (2012). **Fin des quotas laitiers, contractualisation et stratégies productives.** *INRA Productions Animales*, pp 67-76. <http://tinyurl.com/cq6bay7>
- CHATELLIER V., DUPRAZ P. (2011). **Politiques et dynamique des systèmes de production : défi alimentaire et compétitivité.** *Agronomie, Environnement et Sociétés*, vol 1 (2), pp 105-115. <http://tinyurl.com/btoy63l>
- CHATELLIER V. (2011). **Price volatility, market regulation and risk management: challenges for the future of the CAP.** *International Agricultural Policy*, vol. 1, pp 33-50. <http://tinyurl.com/c6perqh>
- HOCQUETTE J. F., CHATELLIER V. (2011). **Prospects for the European beef sector over the next 30 years.** *Animal Frontiers*, vol. 1 (2), pp 13-21. <http://tinyurl.com/csme559>
- CHATELLIER V. (2011). **Politique des marchés et instruments de gestion des risques et des crises dans la PAC post-2013.** *Communication pour la Commission Agriculture du Parlement européen*, 7 février, Bruxelles, 64 p.
- PISANI E., CHATELLIER V. (2010). **La faim dans le monde, le commerce et les politiques agricoles.** *Revue Française d'Economie*, vol 25 (1), pp 4-75. <http://tinyurl.com/n9yf754>